



Approfondir la transition vers la Gouvernance démocratique en Afrique centrale

14-15 décembre 2015
Libreville, Gabon

www.idea.int



Approfondir la transition vers la Gouvernance démocratique en Afrique centrale

Rapport du Dialogue

14-15 décembre 2015
Libreville, Gabon

© 2016 Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale

IDEA international
Strömsborg
SE-103 34 STOCKHOLM
SUEDE

Tél : +46 8 698 37 00, fax : +46 8 20 24 22
Courriel : info@idea.int, site web : www.idea.int



La version électronique de cette publication est disponible sous Creative Commons Licence (CCL) — Creative Commons Attribution-NonCommercial-ShareAlike 3.0 Licence. Vous pouvez librement partager cette publication ou encore réorganiser ou adapter son contenu à la condition que ce soit à des fins non commerciales et sous réserve de citer correctement votre source et de diffuser votre travail sous une licence identique à celle-ci. Pour de plus amples informations sur cette licence, veuillez consulter le site suivant : <http://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0>.

Les publications d'IDEA international sont indépendantes de tout intérêt national ou politique. Les points de vue exprimés dans cette publication ne reflètent pas nécessairement les opinions d'IDEA international, de son conseil consultatif ou des membres de son conseil.

Table des matières

Résumé analytique	4
Liste des acronymes	7
Introduction.....	9
1. Cérémonie d'ouverture.....	11
2. Table Ronde 1 : Défis de gouvernance démocratique en Afrique centrale : les défis	15
3. Table Ronde 2 : L'impact politique et socioéconomique du déficit de gouvernance démocratique en Afrique centrale	20
4. Panel 3 : Comblant les déficits de gouvernance démocratique en Afrique centrale : options pour les organisations régionales	26
5. Panel 4 : Les conditions politiques de l'approfondissement de la transition vers la gouvernance démocratique en Afrique centrale	31
6. Panel 5 : Les conditions institutionnelles du renforcement de la transition vers la gouvernance démocratique en Afrique centrale	36
7. Panel 6 : Les conditions sécuritaires du renforcement de la transition vers la gouvernance démocratique en Afrique centrale	41
8. Panel 7 : Le renforcement de la transition vers la gouvernance démocratique et la transformation socioéconomique en Afrique centrale.....	45
9. Cérémonie de clôture	49
10. Recommandations	51
Note conceptuelle	56
Programme	60
Participants	64
À propos IDEA international	65

Résumé analytique

Le Dialogue ayant pour thème « *Comment renforcer la transition vers une gouvernance démocratique en Afrique centrale* » est le deuxième volet de la Série de dialogues politiques de 2015 en Afrique et en Asie de l'Ouest organisé par l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA international). Il a eu lieu les 14 et 15 décembre 2015 à l'hôtel Méridien Re-Ndama, à Libreville, au Gabon. Cette rencontre s'est déroulée dans un contexte régional marqué par une régression démocratique particulièrement sensible depuis cinq ans, comme en témoignent les nombreuses crises et les tensions sociopolitiques croissantes auxquelles sont confrontés tous la quasi-totalité des pays de la région.

Pendant deux jours, le dialogue a rassemblé des intervenants multiples qui ont mené une réflexion sur conditions structurelles préalables propices au renforcement de la transition vers la gouvernance démocratique en Afrique centrale. L'objectif était d'identifier les réformes fondamentales qui méritent d'urgence l'attention des dirigeants politiques et des différents acteurs dans la région, et que l'Union africaine (UA), les Communautés économiques régionales (CER) et des institutions comme IDEA international, ont intégrées à leur programme de travail pour appuyer les efforts visant à renforcer et soutenir la gouvernance démocratique en Afrique centrale.

Sept tables rondes ont regroupé un large éventail d'experts de qualité : des représentants d'organisations de la société civile (OSC), des universitaires, des fonctionnaires gouvernementaux honoraires ou en exercice et des hauts fonctionnaires d'organisations internationales comme, entre autres, l'Union africaine (UA), les Communautés économiques régionales (CER) ou IDEA international. Les exposés ont donné lieu à des débats francs, intenses et constructifs. Les tables rondes se sont articulées autour d'un certain nombre d'indicateurs clés témoignant de la régression démocratique dans la région. Les interventions ont éclairé les causes profondes, les effets et les conséquences du recul démocratique, et proposé les moyens susceptibles d'y remédier.

Les principaux thèmes des différentes tables rondes étaient les suivants

Déficits de la gouvernance démocratique en Afrique centrale : les défis

Cette session a donné le ton du Dialogue en identifiant les principales causes du déficit de gouvernance démocratique dans la région et les défis auxquels il faut répondre pour renforcer et consolider la transition démocratique.

L'impact politique et socioéconomique du déficit de gouvernance démocratique en Afrique centrale

Parce que la situation socioéconomique d'un pays est cruciale pour renforcer la bonne gouvernance, ce groupe d'experts s'est attaché à passer en revue les différentes difficultés

économiques qui ont entravé la gouvernance démocratique dans la région. La corruption endémique, les détournements de fonds publics et la mauvaise gestion des abondantes ressources naturelles, placent la région à la traîne dans les classements des indicateurs internationaux de bonne gouvernance, tels que l'Indice Ibrahim de la Gouvernance ou le rapport annuel de Freedom House sur l'état des libertés dans le monde.

Les options que peuvent explorer les organisations régionales pour combler les déficits de gouvernance démocratique en Afrique centrale

Il a été signalé que tous les États d'Afrique centrale sont membres de l'UA et appartiennent chacun à plusieurs communautés économiques régionales (CER) dont les compétences se recoupent. Les multiples façons dont l'UA et les CER pourraient contribuer à combler le déficit de gouvernance démocratique dans la région ont été examinées. Il en ressort que l'UA et les CER pourraient non seulement faire pression sur les pays pour les amener à ratifier et adopter les nombreux instruments existants relatifs à la bonne gouvernance, le constitutionnalisme et le respect de l'état de droit, mais qu'ils pourraient également faire le suivi des progrès accomplis et préconiser les actions correctives à entreprendre.

Les conditions politiques du renforcement de la transition vers la gouvernance démocratique en Afrique centrale

Cette table ronde a examiné les défis du leadership, de la représentativité et de l'inclusion dans la gouvernance. Il a été noté que la montée de l'extrémisme à caractère ethnique ou religieux de groupes sécessionnistes est une conséquence directe de l'exclusion de la participation politique de nombreux segments de la société. Pour contribuer à promouvoir un système démocratique durable, il a été jugé fondamental de disposer de politiques inclusives qui permettent aux partis d'opposition et aux groupes marginalisés comme les femmes, les jeunes, les minorités ethniques et religieuses de faire entendre leur voix.

Les conditions institutionnelles du renforcement de la transition vers la gouvernance démocratique en Afrique centrale

Beaucoup des problèmes de la région sont dus à la faiblesse des institutions inadaptées. Il apparaît crucial d'adopter des Constitutions qui intègrent les principes universels du constitutionnalisme, de la bonne gouvernance et du respect de l'état de droit. L'accent a été mis sur la nécessité d'assurer l'indépendance de la Justice pour garantir le respect de l'état de droit, ainsi que sur la nécessité de mettre en place des Organes de gestion des élections (OGE) indépendants et financièrement autonomes pour promouvoir la tenue d'élections libres et démocratiques. Il a aussi été préconisé de favoriser les processus de décentralisation financière, politique et administrative afin de favoriser la participation citoyenne à la gouvernance dans la région.

Les conditions sécuritaires du renforcement de la transition vers la gouvernance démocratique en Afrique centrale

La sécurité des institutions est la condition préalable indispensable dont le système démocratique a besoin pour fonctionner. Cette sécurité ne peut exister sans des politiques

inclusives propres à dissuader les populations frustrées de recourir à la violence pour faire entendre leur voix en déclenchant des coups d'état ou en s'engageant dans la rébellion et la résistance armée.

Renforcement de la transition vers la gouvernance démocratique et la transformation socioéconomique de l'Afrique centrale

Il est généralement admis aujourd'hui que la démocratie et les mutations socioéconomiques sont inextricablement liées. Les deux notions sont complémentaires et, à moyen et long terme, l'une ne peut être réalisée de façon durable sans l'autre. La transition démocratique s'est construite sur des bases fragiles en raison des crises économiques que traversaient les pays africains. Pour optimiser et resserrer les liens entre la transition démocratique et les changements socioéconomiques, les pays africains doivent développer des politiques économiques autonomes, adaptées à la situation et au contexte qui leur sont particuliers, encourager de façon proactive les citoyens à s'appropriier et contrôler les ressources naturelles et économiques, et appliquer ces politiques de manière à ce que les avoirs et les instruments clés du pays, dont la monnaie, soient sous contrôle national.

Ce bref résumé ne donne qu'un simple aperçu de l'étendue des questions qui ont été abordées. Ni cette synthèse, ni le récapitulatif plus détaillé qui suit, ne prétendent traiter de manière approfondie et exhaustive les exposés et les riches discussions qui ont eu lieu.

Liste des acronymes

CAE	Communauté de l'Afrique de l'Est
CEEAC	Communauté économique des États de l'Afrique centrale
CEDEAO	Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEMAC	Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CEPGL	Communauté Économique des Pays des Grands Lacs
CER	Communautés Économiques Régionales
COMESA	Marché commun de l'Afrique orientale et australe
DAP	Département des Affaires politiques de l'Union africaine
IDEA international	Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale
LMRCG/CIRGL	Levy Mwanawasa Regional Centre for Democracy and Good Governance/Conférence Internationale sur la Région des grands Lacs
MLC	Mouvement pour la Libération du Congo (Un parti politique en RD Congo)
OGE	Organe de gestion des élections
ONG	Organisation non gouvernementale
OSC	Organisations de la société civile
OUA	Organisation de l'Unité Africaine
PDG	Parti Démocratique du Gabon
SADC	Communauté de Développement de l'Afrique Australe
SGNU	Secrétaire Général des Nations Unies
UA	Union Africaine

Introduction

Le Dialogue sur le renforcement de la transition vers la gouvernance démocratique en Afrique centrale est le deuxième volet de la *Série de Dialogues politiques de 2015 en Afrique et en Asie de l'Ouest*, organisé par IDEA international, les 14 et 15 décembre 2015, à Libreville, au Gabon. Le Dialogue a eu lieu dans un contexte régional marqué par une régression démocratique particulièrement sensible depuis cinq ans, comme en témoignent les nombreuses crises et les tensions sociopolitiques croissantes auxquelles sont confrontés tous les pays de la région.

Le dialogue, construit autour d'un certain nombre de thèmes sur une période de deux jours, a donné aux diverses parties prenantes et aux acteurs de la démocratie des différents pays de la région, l'occasion de réfléchir à ce qu'il est nécessaire de mettre en place pour relever les défis de la gouvernance démocratique en Afrique centrale. Comme indiqué dans le document de réflexion distribué aux participants avant la réunion, l'objectif global du dialogue sur le renforcement de la gouvernance démocratique dans la région était de :

1. résoudre la complexité du problème aux niveaux national et régional
2. évaluer les réponses au problème qui ont été fournies par les gouvernements à ce jour
3. explorer les voies et moyens de renforcer le lien entre la gouvernance démocratique et le développement dans la région
4. réfléchir sur les voies et moyens et les mécanismes qui permettront aux pays d'Afrique centrale de progresser vers l'objectif d'un développement démocratique
5. élaborer un programme de mesures à l'intention des divers acteurs de la démocratie, en identifiant les domaines qui demandent des connaissances approfondies sur les dynamiques en cours

Le dialogue a regroupé des participants issus des différents corps de l'État (exécutif, législatif, administration nationale, régionale et locale), des partis politiques, des organisations de la société civile et des organisations communautaires, ainsi que des médias, du monde de l'entreprise et des associations professionnelles. Originaires des différents pays qui composent l'Afrique centrale, les membres de l'assemblée présentaient un juste équilibre entre hommes et femmes et un mélange intergénérationnel, propices à des échanges ouverts et à un partage de connaissances et d'expériences.

Le Dialogue avait pour objectif de favoriser une meilleure compréhension des causes et des conséquences du déficit de la gouvernance démocratique auquel les pays d'Afrique centrale sont confrontés, mais également d'identifier les voies et moyens d'encourager les transformations socioéconomiques et politiques dans la région. Ce rapport propose

une synthèse des exposés et des discussions qu'ils ont générées. Le résumé des exposés, des discussions et des recommandations n'a pas été conçu et ne doit donc pas être considéré comme un compte-rendu exhaustif, notamment à des fins d'attribution.

Tous les efforts ont été déployés pour formuler des recommandations qui reflètent les discussions et le consensus auquel les participants sont parvenus. Mais dans certains cas – en particulier là où le consensus n'était pas toujours net – la position adoptée s'est voulue aussi conforme que possible aux dispositions de la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance unanimement acceptée par les participants, et que tous les États de la région doivent ratifier et mettre en œuvre de façon urgente.

1. Cérémonie d'ouverture

S.E. Le Professeur Abdoulaye Bathily : President

La séance d'ouverture du Dialogue était présidée par S.E. le professeur Abdoulaye Bathily, représentant spécial du secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique centrale. Dans son discours liminaire, M. Bathily a félicité IDEA international pour cette initiative qui offre l'occasion de réfléchir de manière approfondie aux défis auxquels la région est confrontée afin d'essayer d'éviter les tragédies et les conflits armés qui se déroulent au Burundi, en République Centrafricaine et à l'Est de la RDC. Puis il a invité le Professeur Adebayo Olukoshi, directeur du Programme Afrique et Asie de l'Ouest à IDEA international à prononcer son allocution d'ouverture. Des messages de bonne volonté ont ensuite été adressés par l'Ambassadeur Hamuli Baudouin, directeur des Affaires politiques et du Mécanisme de réponse rapide de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC). Il est intervenu au nom de S.E. l'Ambassadeur Allam-Mi, secrétaire général de la CEEAC que des engagements urgents ont empêché d'assister au Dialogue. Le deuxième message de bonne volonté a été prononcé par un invité spécial, S.E. l'Ambassadeur Vijay Makhani, ancien secrétaire général adjoint de l'OUA et envoyé spécial de l'UA. À la fin de cette séance, S.E. le professeur Abdoulaye Bathily, a déclaré l'ouverture officielle du dialogue.

Professeur Adebayo Olukoshi : Allocution de Bienvenue

En sa double qualité de directeur du Programme Afrique et Asie de l'Ouest à IDEA international et de coordinateur du Dialogue, le professeur Adebayo Olukoshi a remercié tous les participants ayant accepté de prendre part au dialogue. Il a salué, notamment, tous les dignitaires parmi lesquels les anciens présidents, les ministres honoraires ou en exercice et les ambassadeurs qui ont parcouru de longues distances et ont sacrifié de leur temps en cette période si chargée de l'année. Il a souligné que cette rencontre était le deuxième volet des dialogues politiques de 2015 dans la Région Afrique, organisé par IDEA international au cours des six derniers mois. Il a déclaré qu'IDEA international, créé en 1995, est à ce jour la seule organisation intergouvernementale ayant pour mission de soutenir la démocratie durable dans le monde. Il a rappelé qu'IDEA international part de l'hypothèse qu'il n'existe aucun modèle parfait et que chaque société doit renforcer ses propres institutions démocratiques en se basant sur des principes universels, tout en restant consciente de l'histoire, des besoins et des défis qui lui sont propres. Il a souligné que c'est en 1994, au moment de la fin de l'apartheid en Afrique du Sud, que la création d'IDEA international est apparue comme une nécessité urgente qui pouvait accompagner de façon constructive les changements démocratiques en cours. À l'heure du vingtième anniversaire d'IDEA international – qui coïncide également avec les 25 années de renouveau démocratique en Afrique, il est temps de faire le point sur le chemin parcouru, la nature de la route empruntée et les défis à venir.

Le Professeur Olukoshi a insisté sur le fait que cette série de dialogues avait pour vocation de répondre à des questions d'autant plus cruciales que la démocratie était en danger un peu partout dans le monde et pas seulement en Afrique. Pour montrer que la démocratie était partout mise à mal, il a donné l'exemple de la rhétorique anti-démocratique de certains des candidats en piste pour la présidentielle américaine de 2016. Il a toutefois souligné que les menaces étaient particulièrement aiguës en Afrique et notamment dans la région de l'Afrique centrale. La question à analyser est de savoir comment amener les populations à exercer librement et pleinement leurs droits de citoyens. Il a exprimé l'espoir que le dialogue puisse offrir un espace propice à l'émergence d'un consensus au sein de l'élite. Il a souligné que l'objectif de ce dialogue n'était pas de faire le procès d'un individu ou d'un pays en particulier, mais de donner aux Africains l'occasion d'assumer collectivement la responsabilité de transformer l'Afrique par eux-mêmes. Il a émis le souhait que tous les participants relèvent ce défi et proposent des idées constructives qui aideront à relever la région de la situation précaire dans laquelle elle se trouve actuellement.

S.E. L'ambassadeur Hamuli Baudouin : Message de Bonne Volonte

Dans son message de bonne volonté, S.E. l'ambassadeur Hamuli Baudouin, a fait savoir qu'il intervenait au nom de S.E. Allam-Mi, secrétaire général de la CEEAC, dans l'impossibilité de se déplacer en raison d'engagements antérieurs. Il a commencé par rendre hommage au gouvernement et au peuple gabonais pour avoir bien voulu accueillir et soutenir le secrétariat de la CEEAC, et remercié IDEA international d'avoir, non seulement organisé cet important dialogue axé sur la région d'Afrique centrale, mais aussi d'avoir choisi qu'il se déroule à Libreville, symbole de l'intégration régionale en Afrique centrale.

Dans son discours, il a signalé que trois points concernant le processus de démocratisation en Afrique centrale méritaient l'attention de tous, ainsi que trois défis majeurs à relever pour mettre en place des systèmes démocratiques de gouvernance pleinement fonctionnels dans la région. Il a ensuite formulé un certain nombre de recommandations. En premier lieu, il a fait remarquer que le caractère irréversible du processus de démocratisation faisait désormais l'objet d'un consensus général au sein de tous les pays de la région. Deuxièmement, il a estimé qu'il était normal de procéder à un examen régulier des progrès du processus de démocratisation dans la région afin de les évaluer. Enfin, il a estimé que les efforts de démocratisation étaient constamment sous la menace d'acteurs, aussi bien internes qu'externes, désireux de maintenir leur domination et leur contrôle sur les abondantes ressources naturelles de la région. Selon lui, les trois principaux défis à relever dans la mise en place d'un système démocratique dans les pays de la région sont les suivants :

1. les tentatives de démocratisation se déroulent à une période et dans un contexte où ces pays doivent encore se battre pour fonder une identité nationale dans laquelle se reconnaissent les diverses communautés ethniques et religieuses
2. les efforts de démocratisation ont lieu dans un contexte de crise économique qui limite les ressources nationales pouvant être consacrées au financement d'élections, à l'éducation civique, à la décentralisation, etc...

3. les efforts vers la démocratisation sont entravés par les menaces à la sécurité nationale, aussi bien internes qu'externes. Citons à titre d'exemple, les groupes extrémistes religieux ou les groupes armés hermétiques au dialogue.

À la lumière de ces menaces, il a formulé les recommandations suivantes :

- la nécessité pour tous de respecter les Constitutions
- le renforcement des capacités des États à financer les processus électoraux, éventuellement à travers la création d'un mécanisme régional de financement des élections afin de réduire la dépendance envers les donateurs étrangers
- le respect du droit de chaque pays à se développer démocratiquement à son propre rythme, en fonction du contexte historique, social, politique et culturel, sans être obligé d'adopter des modèles étrangers
- la nécessité de soutenir les mécanismes régionaux afin de prévenir les crimes contre l'humanité, les génocides et tout autre forme de violence criminelle.

S.E. L'ambassadeur Vijay Makhan : Message de Bonne Volonté

Dans son allocution, S.E. l'Ambassadeur Vijay Makhan a souligné que la présence pendant ces deux jours de tant de personnalités de premier plan laissait penser que les problèmes réels de la région ne donneraient pas lieu à un simple traitement académique mais à des discussions constructives. Le fait que beaucoup de chefs d'État aient déjà adopté plusieurs des instruments existants indique clairement leur engagement pour le respect des droits humains, de la paix et de la démocratie [les principaux instruments traitant de ces questions sont la Convention de l'Union Africaine sur la Prévention et la Lutte contre la Corruption (2003), la Charte Africaine de la Démocratie, des Élections et de la Gouvernance (2007) et la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (1981)]. Mais si le nombre et la qualité de ces instruments – en particulier ceux visant à promouvoir la bonne gouvernance – ont de quoi faire des envieux dans le reste du monde, ceux-ci ne sont pas mis en œuvre.

Pour S.E. Vijay Makhan, il est temps de cesser de se voiler la face et d'avoir un dialogue franc et constructif. La bonne gouvernance doit être le principe directeur de toutes les actions que nous entreprenons.

S.E. Le Professeur Abdoulaye Bathily : Allocution d'ouverture

Avant de déclarer l'ouverture officielle du dialogue, S.E. le professeur Abdoulaye Bathily a fait plusieurs observations pertinentes reflétant les propos de certains des orateurs précédents, afin de mettre en relief l'importance du dialogue. Il a souligné que l'Afrique centrale était sur le banc des accusés et que les processus de démocratisation traversaient une période particulièrement critique.

Il a fait remarquer que nous ne pouvions réfléchir aux moyens de renforcer la démocratisation sans prendre en compte les ravages et les assassinats de civils innocents

perpétrés par des groupes armés comme l'Armée de Résistance du Seigneur dans l'Est de la RDC, Boko Haram au Cameroun et en République centrafricaine, etc... Ces mouvements armés ne sont en rien comparables aux mouvements de libération nationale ayant combattu pour l'indépendance des pays africains dans les années 1960. Ces mouvements de libération étaient animés d'un idéal et de valeurs visant à unifier le pays pour le conduire vers le développement. Il a déploré que les mouvements armés d'aujourd'hui soient fondés sur des identités spécifiques – religieuses, ethniques ou territoriales – dans l'unique objectif d'assurer leur domination. Ces groupes armés, aux caractéristiques souvent confuses, menacent l'unité nationale arrachée de haute lutte par les mouvements d'indépendance et remettent en question les modèles actuels de gouvernance et les idées de reconstruction nationale. On ne peut pas se contenter de condamner ce type de mouvements. Loin d'être tombés du ciel, ils sont le produit de nos sociétés et, dans une large mesure, le reflet de l'échec de la politique d'intégration. Il est impossible de construire la démocratie avec des mouvements qui, pour la plupart, sont la négation même de la démocratie et des valeurs dont elle est porteuse.

Le Professeur Bathily a toutefois souligné que le problème des groupes qui, au sein de notre société, ont recours à la violence pour exprimer leurs revendications ou faire valoir leurs droits politiques, devait être examiné avec soin. Et que la même attention devait être portée aux trafics de drogue, d'espèces sauvages, ou aux actes de piraterie dans la mesure où ils étaient une source de financement des mouvements armés.

Il a invité les éminents intellectuels, décideurs, politiciens et universitaires du forum à proposer des idées novatrices susceptibles d'aider la région à redresser la barre.

Avant de déclarer l'ouverture officielle du Dialogue, il a remercié IDEA international d'avoir offert l'opportunité que de telles discussions puissent avoir lieu et salué l'hospitalité dont a fait preuve le gouvernement gabonais en accueillant le Dialogue. Il a émis le souhait que les participants élaborent des recommandations importantes susceptibles d'améliorer les pratiques et les politiques actuelles.

2. Table Ronde 1 : Défis de gouvernance démocratique en Afrique centrale : les défis

Mme Madeleine Mukamabano : Moderatrice

Les discussions de cette table ronde ont porté sur les déficits de gouvernance démocratique en Afrique centrale, et plus particulièrement sur les difficultés rencontrées depuis la transition démocratique du début des années 1990. La table ronde était présidée par Mme Madeleine Mukamabano. L'orateur principal était S.E. Maître Akere Muna, président de la Conférence internationale anti-corruption et commissaire aux sanctions de la Banque Africaine de Développement.

Les intervenants étaient : M. Dieudonné Kombo-Yaya, ancien ministre et ancien président de l'Autorité nationale des élections de la République centrafricaine ; le professeur Charles Bowao, ancien ministre de la République du Congo Brazzaville, S.E. le professeur Augustin Loada, ministre du gouvernement de transition du Burkina Faso, et M. Acheikh Ibn Oumar, ancien ministre et ancien représentant spécial de la République du Tchad auprès des Nations Unies.

Dans son introduction, Mme Mukamabano a déploré le fait que l'Afrique centrale soit aujourd'hui très loin de ses débuts prometteurs. Selon elle, le panel des participants témoigne de l'importance des questions à l'ordre du jour et de l'urgence des actions à mener. Mme Mukamabano a déclaré que si nous ne prenions pas des mesures décisives maintenant, personne ne le ferait à notre place. Elle a souligné que nous avons le devoir sacré de freiner le déclin de la région.

S.E. Maître Akere Muna : Orateur Principal

Maître Akere Muna a commencé par donner trois faits qui illustrent, à des périodes différentes, le dilemme africain. Il a tout d'abord fait référence au défunt Président Kwame Nkrumah du Ghana qui, après avoir laissé entendre que s'il mourait, son pays sombrerait dans le chaos, avait promulgué une loi sur la détention préventive qui lui avait permis d'emprisonner ses opposants politiques. Il est ensuite revenu sur les lendemains tragiques de l'indépendance du Nigeria qui avait dû attendre huit changements de gouvernement avant de connaître l'élection d'un leader démocratique à la fin du 20^{ème} siècle. Enfin, Maître Akere Muna a évoqué le désespoir de Raphael Lakpé à propos de la situation de la Côte d'Ivoire en 1993.

Pour Maître Muna, le problème dans la région tient au fait qu'on se focalise plus sur les symptômes que sur les véritables causes. Puis il a fourni certains indicateurs clés des défis de la gouvernance, avant d'énumérer les traités qui ont été signés, mais non ratifiés, parmi lesquels, le plus important, la Charte africaine de la Démocratie, des Élections et de la Gouvernance - qui n'a été ratifié que par trois pays de la région, la Cameroun, le Rwanda et le Tchad. Il a également fait remarquer que, bien que de nombreux pays aient adhéré au Mécanisme Africain d'Évaluation par les Pairs, aucun ne s'est soumis au processus d'évaluation.

D'après Maître Muna, pour combler le déficit de gouvernance dans la région et renforcer la transition démocratique, il est nécessaire d'entreprendre les actions suivantes : i) améliorer les processus électoraux ; ii) assurer l'alternance du pouvoir ; iii) mettre en place des commissions électorales indépendantes ; iv) constitutionnaliser les institutions de responsabilisation et renforcer le Mécanisme Africain d'Évaluation par les Pairs, sur la base de quatre piliers fondamentaux: la démocratie et la gouvernance politique, la gestion et la gouvernance économique, la gouvernance d'entreprise et la gouvernance socioéconomique. Il a également insisté sur la dépolitisation de la fonction publique. En fin d'exposé, il a lu des articles de journaux sur les nombreuses mesures d'économie prises par le nouveau Président de la Tanzanie, en formulant le vœu que d'autres dirigeants africains adoptent une démarche semblable.

M. Dieudonne Kombo-Yaya

M. Kombo-Yaya a commencé par rappeler à l'attention de tous qu'après plus de deux décennies de transition démocratique en Afrique, et malgré certains progrès réalisés, il reste encore de nombreux problèmes à résoudre. Il a poursuivi en énonçant ce qu'il considérait comme trois des problèmes urgents qui ont motivé ses recommandations :

En premier lieu, les dictatures militaires, les coups d'état, les guerres civiles et les rébellions qui affectent l'Afrique dans diverses régions. Deuxièmement, M. Kombo-Yaya a fait le constat que l'Afrique francophone était plus malade que l'Afrique anglophone. Sur 95 coups d'état, 53 ont eu lieu en Afrique francophone, contre 22 en Afrique anglophone. Ce qui tend à montrer qu'il y a un plus grand respect des principes démocratiques et des droits de l'homme en Afrique anglophone qu'en Afrique francophone. Troisièmement, la région d'Afrique centrale est sur le point d'être gagnée par une prolifération de métastases.

On peut le voir non seulement dans le non-respect des règles constitutionnelles, mais également dans le fait que la plupart des États ont supprimé la limitation du nombre de mandats présidentiels dans leur Constitution. Selon lui, la gouvernance démocratique et le respect de la Constitution sont les meilleures garanties d'un développement pérenne. Il est important que les dirigeants africains sachent qu'il y a une vie au-delà de la présidence, a-t-il insisté, avant de donner comme exemple, la présence au Dialogue de l'ancien président du Burundi, S.E. le Président Sylvestre Ntibantunganya.

Pour répondre à ces défis, M. Kombo-Yaya a émis trois recommandations principales : premièrement, la nécessité d'avoir des institutions solides - notamment un pouvoir judiciaire et des OGE indépendants, dirigées par des hommes et des femmes disposant d'une vraie marche de manœuvre. À titre d'exemple, M. Kombo-Yaya a mentionné

le cas de la Juge Fatoumata Bazeye, présidente de la Cour constitutionnelle du Niger, qui a résisté aux pressions du président en refusant d'approuver ses actions anticonstitutionnelles. Une attitude qui lui a valu d'être démise de ses fonctions, avant d'être réintégrée par le nouveau gouvernement.

La deuxième recommandation formulée par M. Kombo-Yaya est l'enracinement d'une culture de la démocratie et de la paix et, la troisième, l'intensification de la lutte contre la corruption.

Professeur Charles Bowao

Dans son intervention, le Professeur Charles Bowao a identifié plusieurs des facteurs ayant contribué au déficit de démocratie dans la région d'Afrique centrale. Parmi ces facteurs, on compte la réticence des États à respecter les traités qu'ils ont ratifiés et signés, et le fait que les organisations internationales comme l'UA et les CER n'ont pas exercé une pression suffisante sur les États qui n'honorent pas leurs engagements, comme dans le cas de figure de la tragédie qui se déroule au Burundi. Il a également souligné que ces dernières années, beaucoup de ces pays sont revenus sur des principes qu'ils avaient acceptés lors des conférences nationales des années 1990, comme par exemple la limitation du nombre de mandats.

Il a ajouté qu'aujourd'hui, la plupart des partis politiques dans la région sont constitués sur une base ethnique et n'ont souvent été créés que pour participer aux élections. Pour promouvoir des élections libres et équitables, il est nécessaire de veiller à ce que les OGE soient indépendants afin qu'ils échappent au contrôle ou à la manipulation d'un quelconque parti politique. En conclusion, il a recommandé qu'en raison du rôle crucial joué par les partis d'opposition dans une démocratie, leur statut, ainsi que leurs droits et devoirs, soient officiellement reconnus et protégés par la loi.

S.E. Le Professeur Augustin Loada

S.E. le Professeur Augustin Loada a déclaré qu'il intervenait en sa qualité d'expert du réseau Afrobaromètre et qu'il allait se référer à un sondage d'opinion réalisé dans seize pays africains, dont trois de la région d'Afrique centrale (Cameroun, Gabon et Sao Tomé-et-Principe). Cette série d'enquêtes nationales vise à mesurer et analyser l'opinion publique sur la démocratie, la gouvernance, la conjoncture économique, le leadership et diverses autres questions connexes. L'objectif est de permettre à chacun d'exprimer son opinion sur les prises de décisions politiques en fournissant aux décideurs politiques, aux OSC, aux universitaires, aux médias, aux investisseurs et aux bailleurs de fonds ainsi qu'aux citoyens ordinaires, des informations importantes sur l'état de la gouvernance.

Les conclusions de l'enquête menée dans les seize pays indiquent que : la majorité des citoyens préfèrent la démocratie à tout autre régime politique. Dans tous les pays, on note un rejet général du système de parti unique et une demande populaire de démocratie. Toutefois, les chiffres qui témoignent de ce soutien à la démocratie, 67% au Cameroun, 68% au Gabon et 51% à Sao Tomé-et-Principe, sont inférieurs à la moyenne africaine. Quant au pourcentage des personnes satisfaites de la mise en œuvre de la démocratie dans leur pays, il est de 50% à l'échelle de l'Afrique, mais seulement de 37% au Cameroun, 30% au Gabon, et 19% à Sao Tomé-et-Principe. Le degré de satisfaction

des processus électoraux est, quant à lui, de 58% au Cameroun, 37% au Gabon et 83% à Sao Tomé-et-Principe. S'agissant de la liberté d'expression, la moyenne africaine est de 48 % et de 42% au Cameroun, 20% au Gabon et 60% à Sao Tomé et Principe.

Deux points ressortent clairement de cette analyse. Premièrement, la population fait le lien entre la qualité des élections et le degré d'effectivité de la démocratie. Deuxièmement, la performance économique d'un pays affecte le niveau de la satisfaction des citoyens. En conclusion, le professeur Augustin Loada a déclaré que l'opinion des citoyens ordinaires devait absolument être prise en compte par toutes les parties prenantes.

M. Acheikh Ibn Oumar

Dans son exposé, M. Acheikh Oumar a abordé l'impact négatif des problèmes sécuritaires et militaires sur la transition démocratique. Il a fait valoir que l'absence de sécurité était due à la persistance d'une mentalité coloniale et a souligné la nécessité d'une réorganisation rapide des systèmes de sécurité. Selon lui, il est nécessaire de redéfinir et combler les lacunes des stratégies militaires du fait des risques de recolonisation liés aux interventions étrangères.

Il a également soutenu que les principes de gouvernance régulièrement imposés par les instances internationales, comme les programmes d'ajustement structurel des années 1990 ou les programmes actuels sur le changement climatique, détournent l'attention des véritables problèmes qui affectent la vie des populations. Il a également déclaré que la région était à la traîne à cause de son incapacité à définir des stratégies communes pour résoudre les problèmes qui lui sont propres. Et a cité en exemple les défis du lac Tchad, impossibles à relever sans une action conjointe des États riverains.

Discussions

- Pourquoi l'Afrique centrale est-elle à la traîne des autres régions du continent ? Certains ont le sentiment que les pays d'Afrique centrale sont victimes du contrôle de leurs ressources naturelles par beaucoup de pays étrangers et leurs multinationales qui manipulent l'État pour protéger leurs seuls intérêts.
- Comment renforcer la culture de la démocratie et le sens de la citoyenneté ? Si certains ont estimé que cela nécessitait une formation patriotique, un consensus s'est dégagé en faveur de programmes d'éducation civique axés sur la bonne gouvernance et la démocratie, et développés par les ONG et le monde universitaire.
- Comment remédier à la marginalisation des partis d'opposition ? Cette question a donné lieu à une grande discussion. Généralement, les membres des partis d'opposition sont traités comme des citoyens de second ordre dont l'opinion ne compte pas. Pour autant, les partis d'opposition ont eux-mêmes leurs propres défis à relever. L'absence de programmes clairs, les dissensions et les rivalités internes, l'ambition aveugle de trop nombreux leaders, sont en soi sources de problèmes. Mettre en place un encadrement juridique des partis politiques peut aider à veiller à l'existence d'une démocratie interne : un parti qui ne pratique pas la démocratie en son sein, ne peut agir de manière démocratique s'il arrive au pouvoir.

- Les institutions en elles-mêmes ne sont pas le gage d'une pratique réelle de la démocratie : c'est la manière dont elles sont conçues et la qualité des responsables qui les font fonctionner qui importent. Il est essentiel d'avoir des OGE réellement indépendants. Il est également nécessaire de dépolitiser la fonction publique en Afrique francophone, comme c'est le cas en Afrique anglophone.
- À la question de la limitation du nombre des mandats, il a été répondu que le vrai problème résidait dans le respect de la Constitution par tous, y compris par les instances dirigeantes. Si la Constitution était pleinement respectée, les élections seraient probablement libres et équitables et l'alternance du pouvoir se ferait indépendamment de la limitation du nombre des mandats. Par ailleurs, l'élaboration des Constitutions doit éviter toute ambiguïté susceptible d'être exploitées par des politiciens.
- Le déficit de leadership est un élément crucial quand il s'agit de renforcer la démocratie. Toute société doit essayer de produire des dirigeants qui placent l'intérêt national au-dessus de leurs intérêts personnels ou ceux de leur parti.
- Le fait que certains dirigeants africains s'attachent la fidélité exclusive de gardes présidentielles ou républicaines constitue un grand risque d'instabilité dans la région. Cette fragmentation de l'armée peut engendrer des conflits de loyauté.
- L'UA et les CER peuvent jouer un rôle important en faisant pression sur les dirigeants pour qu'ils respectent leur Constitution. La résolution rapide et pacifique de la crise au Burkina Faso est due à l'intervention ferme et décisive de la CEDEAO et de l'UA.

3. Table Ronde 2 : L'impact politique et socioéconomique du déficit de gouvernance démocratique en Afrique centrale

Dr Cyrille Zogo Ondo : Modérateur

Le modérateur de cette table ronde était le Dr Cyrille Zogo Ondo, représentant de l'OIF. Le discours liminaire a été prononcé par le Dr François Ekoko, représentant régional du Bureau des Nations Unies pour la Coopération Sud-Sud. Parmi les intervenants, on comptait S.E.M. le Président Sylvestre Ntibantunganya, ancien Président de la République du Burundi ; le professeur André Mangu, chercheur à l'université d'Afrique du Sud (UNISA) ; maître Michika Tshishima Nadine, secrétaire nationale du MLC en charge du processus électoral et des relations avec les institutions des citoyens, RDC ; M. Serge Nzeza Maketa, expert au Conseil d'appui au développement communautaire de la RDC ; et Mme Florence Mukobwajana, trésorière générale du parti et membre du comité exécutif central du Parti vert démocratique du Rwanda.

Dans ses remarques liminaires, le Dr Ondo a déclaré que la situation socioéconomique d'un pays était cruciale pour le renforcement de la démocratie. Il a noté qu'on avait trop tendance à se focaliser sur les élections et à adopter trop rapidement des technologies modernes comme la biométrie, sans que cela règle vraiment les problèmes fondamentaux. À son avis, l'un des plus grands handicaps du déficit démocratique en Afrique centrale est le non-respect des droits économiques et sociaux. Le modérateur a également soulevé la question de la nécessaire convergence entre démocratie et développement dans ces pays, sans exclure la possibilité d'une divergence entre ces deux notions.

Dr François Ekoko : Orateur Principal

Dans son discours liminaire, Dr François Ekoko a mis en exergue les trois piliers fondamentaux d'une démocratie efficace : la transparence, la participation à l'état de droit et la rationalisation. Le Chili (avant, pendant et après les régimes militaires), la Corée du Sud et Singapour (au tout début de leur développement), sont trois expériences intéressantes qui peuvent servir de base à une étude comparative des liens entre la

transition démocratique et la transformation socioéconomique au cours des quarante dernières années. Selon le Dr Ekoko, les trois pays ont utilisé au moins un des trois piliers de la gouvernance démocratique pour réaliser des progrès socioéconomiques, même à une époque où leurs régimes n'étaient pas démocratiques. Le pilier le plus efficace pour appliquer leur programme socioéconomique a toujours été celui de la rationalisation. Trois leçons peuvent être tirées de ces trois cas de figures :

1. Avec seulement un des piliers de la gouvernance démocratique, la transition démocratique peut s'accompagner d'une transformation socioéconomique. À la condition qu'il y ait équilibre entre la volonté d'un dirigeant à faire progresser son pays et la qualité des institutions qui permettent sa mise en œuvre.
2. La mise en place d'institutions fortes va de pair avec le renforcement des capacités de gestion de ces institutions. Dans les trois pays précités l'investissement dans les ressources humaines a toujours été conséquent.
3. Selon une progression « mécanique », les progrès socioéconomiques ont fait émerger une classe moyenne qui, au fil du temps, a revendiqué toujours plus de participation et de nouveaux droits, jusqu'à l'avènement d'une « démocratie authentique ».

Le Dr Ekoko a fait remarquer que dans le cas des pays d'Afrique centrale, non seulement tous les piliers de la démocratie étaient absents, mais en plus les caractéristiques clés du lien transition démocratique/transformation socioéconomique étaient inexistantes. Ce qui a de multiples conséquences : au plan social, il y a une incapacité aiguë à enrayer le cercle vicieux de la pauvreté et des inégalités. Au niveau politique, le contrôle social et le conservatisme sont d'une sophistication sans précédent. Dans le même temps, le renouvellement de l'élite dirigeante stagne, le système et les méthodes des dirigeants pour s'accrocher au pouvoir se perfectionnent, et en dernier recours l'utilisation de la force demeure la seule option subliminale envoyée aux autres acteurs politiques. Du point de vue de la sécurité, l'exclusion et la frustration deviennent le moteur de la violence sociale et d'actes de violence aveugle.

Sur les plans économique et financier, le détournement de fonds publics pour l'enrichissement personnel est devenu la norme pour ceux qui ont accès aux finances de l'État. Aux échelons intermédiaires et inférieurs de l'administration, la corruption est à la fois le moyen de compléter son « maigre » salaire et de grappiller des « miettes » du gâteau national, tandis que l'échelon supérieur se taille la part du lion. À ce tableau réel, il faut ajouter la « mauvaise » gestion (volontaire ou pas) des abondantes ressources naturelles, qui entraîne parfois leur hypothèque.

Au plan de l'économie politique, dans le rapport de force inégal avec leurs partenaires extérieurs, les pays sont amenés à abandonner leur souveraineté économique voire politique : les multinationales décident, non seulement des politiques économiques, mais interviennent aussi sur des questions d'ordre politique comme la nomination de certains hauts fonctionnaires. Les pays de la région n'ont souvent aucun mot à dire sur leur monnaie, autrement dit sur leur politique monétaire.

Tandis que les institutions de Bretton Woods continuent d'influer sur la politique économique de la plupart de ces pays, notamment sur leur possibilité d'emprunter des fonds sur les marchés financiers, d'autres partenaires extérieurs entravent leur

industrialisation en signant des accords de partenariat économique ou en les inondant de produits d'importations à bas prix. Au vu des pratiques actuelles, les perspectives de la sous-région sont sombres et seule une véritable transition démocratique couplée à des transformations économique et sociale aideront la région à éviter le chaos.

S.E. Le Président Sylvestre Ntibantunganya

S.E. le Président Ntibantunganya a abordé la question du leadership en Afrique centrale. Il a fait valoir que la région jouissait d'une richesse pouvant développer et inscrire l'Afrique dans le 22^{ème} siècle. Il a jugé qu'il était temps pour les dirigeants de mettre leurs intérêts personnels de côté pour privilégier l'intérêt du peuple et des générations futures.

Prenant le cas de figure du Burundi, il a estimé que l'Afrique devait tirer les leçons amères des tragédies qui ont secoué le pays en 1965, en 1975, en 1993 et de nouveau en 2005. En 1988, S.E. le Président Ntibantunganya a été chargé d'étudier la question de l'unité nationale du pays. Il s'est attaché à démontrer que les problèmes provenaient de l'extérieur et essentiellement de l'ancienne puissance coloniale. Cette question n'ayant pas été analysée en profondeur, les réels problèmes du pays n'ont pas été traités au moment de la transition.

Bien qu'il y ait plusieurs partis, ceux-ci se sont constitués sur une base ethnique, sans programme de reconstruction nationale clair. Aujourd'hui, il existe une menace sérieuse de conflit ethnique et, si les Burundais ne placent pas l'intérêt national en tête de leurs priorités, il est à craindre que l'ordre public laisse place au chaos. En conclusion, S.E. le Président Ntibantunganya a souligné que les Burundais, comme tous les citoyens de la région, ont besoin de démocratie et de développement dans un environnement de paix et de sécurité.

Professeur Andre Mangu

Le Professeur Mangu a commencé par souligner que l'Afrique centrale avait enregistré les plus mauvais records sur le continent en matière de gouvernance démocratique. Il a donné plusieurs exemples :

- Des élections le plus souvent ni libres, ni équitables, ni transparentes, qui ne donnent pas la possibilité aux citoyens de choisir leurs dirigeants et aboutissent à des simulacres d'élections démocratiques
- Le non-respect des principes fondamentaux du constitutionnalisme et de l'état de droit, qui se manifeste par des changements anticonstitutionnels de gouvernement, des coups d'état, l'absence d'un pouvoir judiciaire indépendant, etc...
- La corruption comme modus operandi de la gouvernance
- La concentration des pouvoirs entre les mains des présidents et la propension à l'institutionnalisation de monarchies présidentielles
- La captation de l'espace politique par quelques élites.

Il s'est demandé si l'on pouvait vraiment parler de transition démocratique. À son avis, c'est plutôt un pas en avant et quatre pas en arrière. Ce déficit démocratique entraîne non seulement une corruption endémique et de fréquentes violations des droits de l'homme, mais également un accroissement des conflits dans la région. Les conséquences socioéconomiques se traduisent par une augmentation de la pauvreté et une croissance non créatrice d'emplois qui ne profite qu'à l'élite dirigeante.

À son avis, la situation dans la région ne peut s'améliorer que si les gouvernements, en particulier les dirigeants politiques respectent les Constitutions et si le pouvoir judiciaire, en toute indépendance, veille à l'application des règles constitutionnelles et au respect de l'état de droit. Les chefs d'État doivent accepter qu'il y a une vie après la présidence et admettre qu'aucun dirigeant n'est indispensable.

Maitre Michika Tshishima Nadine

Pour Maître Mishika Nadine, bien que la transition démocratique soit en bonne voie, l'Afrique centrale fait face à de nombreux défis. Le dernier Indice Ibrahim de la Gouvernance montre que l'Afrique centrale est très largement à la traîne derrière toutes les autres régions. Selon Me Mishika, toute transition démocratique suppose clairement qu'on ait la volonté de tourner le dos aux pratiques autoritaires du passé pour aller vers un système de gouvernance démocratique et responsable. Les pays africains – et en particulier ceux de la région – vivent depuis deux longues décennies une situation de transition censée être provisoire. Du point de vue de la gouvernance démocratique, cela affecte fortement la région car malgré les efforts déployés pour organiser des élections libres, la culture politique connaît très peu de changements.

À son avis, les problèmes de gouvernance se manifestent de deux façons : premièrement, l'Afrique centrale compte les plus anciens présidents en exercice du continent, devenus des quasi dictateurs. Deuxièmement, du fait de ses énormes richesses potentielles (pétrole, diamant...), la région a attiré de nombreuses multinationales qui ont pour objectif principal le contrôle et l'exploitation hégémoniques des ressources naturelles, et se soucient très peu du bien-être des populations. Il ne peut y avoir de démocratie quand la richesse ne profite qu'à quelques-uns, que les taux de chômage sont aussi élevés et que les citoyens ordinaires n'ont pas accès à la santé et à l'éducation... Les pays de la région doivent prendre des mesures concrètes pour aller au-delà de cette transition apparemment sans fin et mettre en place un système de gouvernance démocratique réel et durable. En s'appuyant sur les propos du Pape Paul VI qui dit que le développement est synonyme de paix, Me Mishika a affirmé que la démocratie était l'autre nom du développement intégré.

En conclusion, elle a déclaré que les citoyens et les dirigeants politiques de la région devaient reconnaître la nécessité urgente d'instaurer un système de gouvernance démocratique. Tous les citoyens doivent résister et s'opposer aux dirigeants qui veulent monopoliser le pouvoir et s'y maintenir éternellement. La lutte contre la corruption et l'institutionnalisation d'une culture démocratique fondée sur le respect de l'état de droit exige un effort collectif.

M. Serge Nzeza Maketa

Comme certains des orateurs précédents, M. Maketa a souligné que les ressources naturelles faisaient de l'Afrique centrale l'une des régions les plus riches du continent africain. De ce point de vue, la gouvernance démocratique est le moyen de veiller à ce que les ressources nationales soient exploitées au profit des générations actuelles et futures. Pour analyser l'impact politique et socioéconomique du déficit de gouvernance démocratique en Afrique centrale, il a déterminé deux points : premièrement, concernant l'impact politique, il a identifié plusieurs types de facteurs :

- l'instabilité et les crises politiques souvent causées par des conflits armés et une large variété d'autres conflits
- la profonde méfiance que se vouent les principaux acteurs politiques, en particulier les dirigeants des partis au pouvoir et ceux des partis d'opposition
- l'effondrement de l'État
- l'absence de paix.

Deuxièmement, concernant l'impact socioéconomique, il a identifié les éléments suivants :

- la chute des investissements étrangers due à l'absence de confiance dans l'économie
- la baisse des recettes de l'État
- la hausse de la corruption
- la captation des ressources naturelles par les groupes armés pour financer leurs activités criminelles
- le détournement des budgets d'investissement qui grève les fonds publics dévolus au développement économique du pays
- la dégradation des systèmes éducatif et sanitaire
- la dégradation de l'environnement.

Selon M. Maketa, la gouvernance implique un changement de mentalité dans la manière dont les affaires publiques sont gérées. Sans ce changement radical, il n'y aura pas de développement. Il a conclu en déclarant que la gouvernance démocratique était le moyen de réduire l'incertitude politique et économique et d'attirer les investissements étrangers dont l'Afrique a besoin pour se développer.

Mme Florence Mukobwajana

Mme Florence Mukobwajana a déclaré que malgré quelques progrès, le chemin vers la démocratie était encore semé d'embûches. Elle a particulièrement attiré l'attention sur la vacuité des élections qui sont régulièrement manipulées au profit de certains et qui permettent aux mêmes de s'accrocher au pouvoir. Une autre cause du déficit de

gouvernance démocratique dans la région est la faible participation politique des femmes, dont beaucoup craignent de s'associer à des partis d'opposition du fait de la pression symbolique et/ou explicite qu'elles subissent. Elle a également noté que la plupart des parlements de la région sont devenus de véritables chambres d'enregistrement, qui se contentent d'approuver sans discuter les programmes gouvernementaux et entérinent n'importe quelle modification de la constitution. À noter que, parfois, cela se fait avec la complicité de l'opposition qui, souvent, néglige de mettre le gouvernement devant ses responsabilités.

Discussions

- Nous confondons parfois bonne gouvernance et démocratie. Ces deux notions sont importantes et vont généralement de pair.
- Les politiques d'exclusion qui cloisonnent la participation à la gouvernance provoquent souvent des réactions extrêmes et anti-démocratiques qui se traduisent par des rébellions, des résistances armées et des mouvements sécessionnistes.
- L'organisation d'élections demande des fonds importants que de nombreux pays africains n'ont pas, en particulier ceux qui doivent faire face à des conflits internes, comme la République centrafricaine et la République démocratique du Congo. Dépendre de l'aide financière étrangère comporte toujours le risque d'être soumis à des obligations et des conditions sans fin qui ne vont pas forcément dans le sens de l'intérêt général du pays.
- Le risque que représentent les monarchies présidentielles devient de plus en plus réel dans la région. Pour y faire face, il faut exiger le strict respect de la Constitution et s'assurer qu'aucun président n'ait le sentiment d'être le seul recours pour la survie de son pays.
- Une vive discussion a suivi pour savoir si certains éléments de la démocratie pouvaient être sacrifiés sur l'autel du développement. Les exemples de la Chine et de Singapour ont été cités. De l'avis général, demander aux populations de choisir d'abord la démocratie et ensuite le développement ou l'inverse, revenait à leur demander de choisir entre leur père et leur mère. La démocratie et le développement vont de pair ; tout gouvernement démocratique doit s'efforcer de promouvoir le développement.

4. Panel 3 : Comblent les déficits de gouvernance démocratique en Afrique centrale : options pour les organisations régionales

S.E. Mme Marie Madeleine Kalala : Modérateur

La modératrice de ce panel était S.E. Mme Marie Madeleine Kalala, membre des Amis du Groupe des Sages de l'UA. Le Dr Frank Okuthe Ougui, directeur exécutif du LMRCG/CIRGL a prononcé le discours liminaire. Les intervenants étaient : M. Abraham Okoko Esseau, PDG de la Fondation pour l'Avenir, République du Congo Brazzaville ; M. Dieudonné Tshiyoyo, conseiller électoral régional au Centre régional du PNUD à Addis-Abeba ; Mme Hortense Nguema Okome, chef du bureau de liaison de l'UA à la CEEAC ; et S.E l'Ambassadeur Hamuli Baudouin, directeur des Affaires politiques et du Mécanisme d'alerte rapide en Afrique centrale, CEEAC.

Dr Frank Okuthe Ougui : Orateur Principal

Dans son intervention, le Dr Frank Okuthe Oyugui a souligné que la gouvernance démocratique en Afrique centrale était confrontée à une multitude de défis ayant de multiples impacts sur la société, la communauté et les pays de la région. La région compte beaucoup d'organisations régionales comme la CEEAC, la CEMAC, la CEPGL, en marge desquelles on trouve le COMESA, la SADC et la CAE, ainsi que les Mécanismes régionaux de certification de la CIRGL. Selon lui, les CER peuvent aider les pays de la région à relever les défis du déficit de gouvernance démocratique de deux manières principales :

Premièrement, en élargissant l'espace de la gouvernance démocratique afin de lutter contre la politique de la pauvreté et les conflits. (De ce point de vue, l'intégration régionale peut servir de catalyseur à la promotion des valeurs démocratiques, à travers le développement et la mise en place de normes régionales.)

Deuxièmement, en s'attaquant au déficit des systèmes de prévention des conflits et de consolidation des gains, pour freiner la régression. Cela peut se faire de plusieurs façons :

- En élaborant un programme stratégique de suivi et d'évaluation des processus de gouvernance démocratique et en proposant des politiques de renforcement des

pratiques démocratiques

- En analysant de façon régulière la préparation et la mise en place des élections dans chaque pays où elles vont se dérouler, afin de proposer les solutions qui permettront de résoudre à temps les lacunes identifiées
- En organisant avec les acteurs clés, aux niveaux national et régional, des consultations pré-électorales sur le statut et les défis du processus électoral dans chaque État membre où il doit se dérouler
- En sensibilisant les acteurs clés des États membres aux instruments déjà existants relatifs à la gouvernance démocratique et en rappelant la nécessité de ratifier/respecter les engagements pris (Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance ; Protocole de la CIRGL sur la démocratie et la bonne gouvernance, etc.)
- En organisant régulièrement des dialogues régionaux stratégiques de haut niveau sur la gouvernance démocratique avec les représentants des principales parties prenantes (gouvernements, partis politiques, société civile, partenaires extérieurs, etc.), en vue de fournir une plateforme d'évaluation des progrès accomplis et d'identifier des options
- En évaluant à un rythme régulier/périodique les besoins spécifiques des institutions et des organes au cœur de la promotion de la démocratie : la société civile, les commissions parlementaires et les OGE pour en renforcer les capacités.

En conclusion, le Dr Frank Okuthe Oyugui a déclaré que, pour limiter les manipulations extérieures, il fallait veiller à ce que les organes spécifiques mis en place aient les ressources nécessaires à leur autonomie. Et enfin, s'assurer que toutes les décisions ou les recommandations soient mises en œuvre et que des sanctions soient imposées à l'encontre de ceux qui ne s'y conforment pas.

S.E. L'ambassadeur Hamuli Baudouin

S.E. l'Ambassadeur Hamuli Baudouin a commencé sa présentation en retraçant les nombreux efforts déployés par la CEEAC pour répondre aux situations de crise en République centrafricaine et au Burundi. Il a ajouté que les émissaires envoyés au Burundi avaient été reçus avec défiance, mais qu'ils avaient néanmoins réussi à maintenir le dialogue avec les différents acteurs.

Dans son exposé, Mr Hamuli Baudouin a abordé plusieurs questions : il a d'abord fait trois observations sur le processus de démocratisation en Afrique centrale, puis a indiqué les trois principaux défis à relever. Il a terminé par des recommandations spécifiques à mettre en œuvre afin de répondre aux problèmes de la région. En premier lieu, il a déclaré que la transition vers la démocratie était irréversible. Il a souligné que les pays d'Afrique centrale avaient tous adopté la plupart des valeurs et des principes fondamentaux de la démocratie, comme le multipartisme, l'organisation d'élections régulières, la suprématie de la Constitution et la participation des citoyens aux prises de décisions qui ont une incidence sur leur vie quotidienne. Reste maintenant à évaluer le succès de la mise en œuvre de ces mesures. Sa deuxième observation concernait la

nécessité d'évaluer régulièrement l'évolution de la gouvernance démocratique dans la région, en identifiant les progrès accomplis. Il a fait remarquer que le processus de démocratisation était né dans un environnement politique, économique et historique très difficile, après la fin de la guerre froide et au début d'une crise économique. De plus, tous les efforts de démocratisation avaient été constamment mis en péril par la volonté de contrôle et de domination hégémonique d'acteurs internes et externes. Raison pour laquelle il est de la responsabilité de tous les citoyens, et pas seulement des dirigeants, de prévenir les menaces qui pèsent sur la démocratie.

Pour Mr Hamuli Baudouin, trois grands défis doivent être surmontés. Premièrement, les tentatives pour instaurer un système de gouvernance démocratique se déroulent dans un contexte où les efforts de la postindépendance sont mis à mal alors qu'ils visent à construire un État-nation intégrant les diverses identités ethniques et religieuses. Dans toute société, l'exclusion d'une de ses composantes crée des frustrations qui conduisent souvent à des guerres civiles et à des mouvements sécessionnistes. Deuxièmement, la mise en place de gouvernements démocratiques est affectée par la crise économique mondiale en cours.

Pour financer les élections, la décentralisation, des programmes d'éducation civique et toute autre mesure nécessaire à la promotion de la démocratie, les États ont dû recourir à des financements extérieurs avec tous les risques que cela comporte. Troisièmement, le processus a fait l'objet de menaces, aussi bien sur le plan de la sécurité intérieure qu'extérieure. Certains groupes de la société tournent le dos au dialogue politique pour prendre les armes. Dans beaucoup de pays de la région, la survie de l'État est menacée par des groupes terroristes dont l'agenda n'a rien à voir avec la démocratie. À la lumière de ces défis, il a formulé les recommandations suivantes :

- La nécessité pour tous les citoyens de respecter la Constitution et les instruments internationaux et régionaux signés par leurs pays
- La nécessité de mettre en place un mécanisme viable et durable pour le financement des élections, éventuellement par le biais d'un mécanisme régional, et accepter une assistance étrangère ponctuelle
- La nécessité de reconnaître et de respecter le fait que chaque pays a son propre rythme de développement démocratique, dicté par une dynamique et des facteurs historiques, culturels, sociaux et politiques spécifiques
- La nécessité de soutenir les mécanismes régionaux pour la prévention d'atrocités telles que les génocides et les crimes de guerre.

M. Abraham Okoko Essau

Dans sa présentation, M. Abraham Okoko Essau a insisté sur le fait que beaucoup de CER dont les compétences se recoupent, notamment la CEEAC, la SADC et le COMESA peuvent jouer un rôle important dans le renforcement de la gouvernance démocratique dans la région. Dans la limite, bien sûr, des pouvoirs qui leur ont été octroyés à leur création. Leur action peut s'inscrire dans le cadre de leurs responsabilités et de leur espace partagés. Il a noté que la CEEAC, qui est la principale communauté économique régionale en Afrique centrale, dispose de moins d'instruments que d'autres

CER comme la CEDEAO et la SADC. Il a toutefois soutenu que les CER devaient définir certaines règles de bonne gouvernance et de démocratie sur la base des normes et des traités de l'UA et de l'ONU. Les CER pourraient également jouer un rôle important en encourageant les États membres à ratifier et appliquer tous les instruments existants sur la bonne gouvernance. Il a également suggéré que les CER développent des mécanismes de suivi de l'application des normes et des traités existants. Étant donné le retard de l'Afrique centrale par rapport aux autres régions, il a proposé que la CEEAC essaie d'adopter certains des principes contenus dans l'Agenda 2063 de l'UA et mette en place un mécanisme d'application et de suivi de la bonne gouvernance et du respect de l'état de droit.

M. Dieudonne Tshiyoyo

M. Tshiyoyo a commencé par souligner que la nature de l'intervention d'une CER dans un pays dépendait souvent de facteurs politiques et sociaux contextuels différents. La situation, par exemple, qui a déclenché l'intervention de l'UA et de la CEDEAO au Burkina Faso, était très différente de celle qui prévaut au Burundi. Pour ce qui est des élections, chaque pays devrait pouvoir choisir le type d'OGE qui convient à la fois à sa situation spécifique et à ses besoins. Si la révision des Constitutions est un processus normal, il est néanmoins très important de se demander pourquoi et au profit de qui la révision est entreprise.

M. Tshiyoyo a également affirmé que la question de la limitation du nombre de mandats devait être examinée dans sa globalité. D'après lui, la CEEAC peut aider à déterminer si un président doit briguer plusieurs mandats ou pas. Il a fait également remarquer que la faiblesse des partis politiques était aussi un problème à prendre en compte. En conclusion, M. Tshiyoyo a suggéré que les CER aident à renforcer les capacités des institutions de la gouvernance dans les États membres.

Mme Hortense Nguema Okome

Mme Hortense Nguema Okome a commencé son exposé en citant les nombreux instruments adoptés par l'OUA, puis l'UA, sur la bonne gouvernance, la démocratie, et la lutte contre la corruption. À titre d'exemple, elle a souligné que, sur les dix pays qui composent la région d'Afrique centrale, seuls trois d'entre eux ont signé et ratifié la Charte africaine de la Démocratie, des Élections et de la Gouvernance. Ce qui montre très clairement que l'Afrique centrale est à la traîne des autres pays du continent. La question qui se pose est donc : pourquoi les pays ne ratifient-ils pas ou ne transposent-ils pas ces instruments ? Est-ce dû à un manque de volonté politique ?

Parmi ses recommandations, Mme Hortense Nguema Okome a proposé qu'au niveau de la région, la CEEAC prenne l'initiative d'encourager ses États membres à ratifier et transposer tous les instruments pertinents, et en particulier la Charte africaine. Elle a informé que l'UA avait décidé de créer un sous-comité chargé d'entreprendre une étude sur tous les instruments existants et de faire des propositions sur la façon d'harmoniser et de consolider le cadre normatif pour en faciliter l'adoption et la mise en œuvre.

Discussions

- Bien qu'il puisse être nécessaire aux États d'adopter une politique de démocratisation contextualisée adaptée à leur rythme, cette démocratisation doit toutefois être fondée sur les principes universels, bien établis et acceptés de tous, de bonne gouvernance, de respect de l'état de droit et de respect des droits humains.
- La CEEAC, dont les limites et les faiblesses ont été reconnues, est en train de réaliser des réformes majeures. Il est à espérer qu'une fois ces réformes accomplies, elle joue un rôle plus actif et plus constructif, à l'image des CER du reste de l'Afrique. Ce qui est fondamental, c'est que la CEEAC cherche à servir les intérêts des populations de la région, plutôt que ceux des élites politiques.
- CER, parlementaires et OSC ont un rôle très important à jouer : ils peuvent exercer des pressions sur les États afin de les amener à ratifier et transposer les nombreux textes adoptés par l'ONU, l'UA et les autres CER.
- Les CER et les autres organisations internationales sont le reflet des États qui les ont instituées. Elles ne peuvent pas aller au-delà des pouvoirs qui leur ont été conférés.
- Les OGE doivent se conformer aux principes universels qui leur garantissent indépendance et autonomie, et leur confèrent le pouvoir de gérer les élections.
- Les partis politiques de la région doivent être renforcés afin de pouvoir jouer un rôle efficace dans la gouvernance.
- Les CER devraient s'efforcer d'étudier les méthodes traditionnelles mises en œuvre au sein des communautés pour prévenir et résoudre les conflits. Ainsi que celles propres à favoriser la résilience.

5. Panel 4 : Les conditions politiques de l'approfondissement de la transition vers la gouvernance démocratique en Afrique centrale

Professeur Nadine Machikou Ngameni : Modératrice

Le facilitateur du panel 4 était le professeur Nadine Machikou Ngameni de l'université de Yaoundé II. Le discours liminaire a été prononcé par le Dr François Ndengwe. Les intervenants étaient l'Honorable Sénateur Jean Tsomelou, Président du groupe parlementaire SDF, Cameroun ; M. Gervais Rufyikiri, ancien Vice-président du Burundi ; M. Anicet Clément Guiyama, Ministre Conseiller, Cabinet du Président de la République centrafricaine ; et Dr Nestor Bidadanure, Expert en conflits et sécurité.

Dr François Ndengwe : Orateur Principal

Le Dr François Ndengwe a articulé son exposé autour de quatre thèmes : la souveraineté, le leadership, la confiance, et la liberté d'expression comme fondement de toutes les libertés.

Il a commencé par analyser et interroger les forces et faiblesses des définitions classiques de la démocratie, en s'intéressant plus particulièrement à celle que propose l'économiste J.A Schumpeter dans son ouvrage *Capitalisme, Socialisme et Démocratie* (1942). Selon Schumpeter, la démocratie exige cinq conditions : une classe politique de qualité, la limitation du domaine des décisions politiques, une bureaucratie formée et compétente, des organes de contrôle de l'exercice démocratique et une grande liberté d'opinion. Sur cette base, le Dr Ndengwe a détaillé les quatre conditions qui lui semblent nécessaires à l'exercice de la démocratie en Afrique centrale. Pour analyser le concept de souveraineté, il a évoqué l'idée d'un triangle dont les composantes sont : le droit, les ressources financières et les moyens militaires.

Revenant sur la crise du leadership en Afrique centrale, le Dr Ndengwe a mis l'accent sur la question de la formation des élites politiques, l'influence des forces extérieures sur les dirigeants politiques de la région, les clivages (sociopolitiques) constants entre les

dirigeants politiques et les citoyens, la qualité des adversaires politiques et la propension des chefs d'États à s'accrocher au pouvoir. A son avis, quel que soit le pays, la confiance est une valeur capitale. Il a analysé les niveaux de confiance des citoyens des pays de la région d'Afrique centrale envers leurs dirigeants, les institutions publiques en particulier le pouvoir judiciaire, les groupes ethniques, linguistiques et religieux. Son analyse de l'hétérogénéité démographique en Afrique, notamment en Afrique centrale, amène à des conclusions intéressantes qui, à plus d'un titre, expliquent la complexité des problèmes de la région. Deux facteurs mettent en évidence l'exceptionnelle hétérogénéité démographique qui prévaut en Afrique. Le continent représente 14% de la population mondiale, mais rassemble 64% des groupes ethniques dans le monde. Avec 3 315 groupes ethniques, l'hétérogénéité linguistique africaine est 60 fois plus élevée qu'en Chine et 553 fois plus qu'aux États-Unis. Certains pays de la région ont le pourcentage plurilinguistique le plus élevé dans le monde : on compte 279 langues autochtones au Cameroun (4,04% du total mondial), 214 en RD Congo (3,10%), 132 au Tchad (1,92%) et 69 en République centrafricaine (1%).

Selon le Dr François Ndengwe, le droit à la liberté d'expression est le fondement de toutes les libertés. Il a souligné que celle-ci n'était pas respectée en Afrique centrale et a soutenu qu'il y avait une corrélation directe entre les restrictions à la liberté d'expression et l'absence persistante de bonne gouvernance dans la région. En conclusion, il a déclaré que la transition démocratique ne fonctionnait pas en Afrique centrale, alors que le système de gouvernance démocratique, malgré ses imperfections, restait le meilleur moyen d'atteindre des objectifs de développement.

L'honorable Sénateur Jean Tsomelou

Le Sénateur Jean Tsomelou a commencé son exposé en soulignant que la transition démocratique en Afrique en général, et en Afrique centrale en particulier, avait donné aux politiciens une occasion unique de renouer avec leur peuple et de planifier des perspectives d'avenir. En s'inspirant des valeurs et principes universels fondamentaux, chaque pays doit élaborer son propre programme de changement, en consultation avec ses citoyens. Bien que communément reconnus, beaucoup des valeurs et principes comme la séparation des pouvoirs, la tenue d'élections libres et équitables, le multipartisme, la liberté de la presse, etc., ne sont pas pleinement développés dans la région. De l'avis du sénateur Jean Tsomelu, les conditions politiques propres à renforcer la gouvernance démocratique dans la région exigent que l'on adopte un certain nombre de mesures.

La première mesure est la reconnaissance et l'acceptation totale d'un véritable multipartisme basé sur des élections régulières, libres et équitables. Pour ce faire, il faut un code électoral adopté par consensus, un OGE indépendant, un calendrier électoral accepté par tous, la limitation du nombre de partis politiques selon des critères objectifs, et la possibilité pour les candidats indépendants de se présenter aux élections. La deuxième mesure doit faciliter l'existence d'une société civile active, dont la liberté d'association, de réunion (etc...) n'est pas entravée par des lois restrictives. Troisièmement, il faut des médias libres et indépendants dirigés par des journalistes professionnels qualifiés.

Le Sénateur Tsomelou a attiré l'attention sur deux autres problèmes critiques dans la région : la prolifération des partis politiques du fait que tout le monde veuille assurer des fonctions de leader, et l'aliénation des jeunes et des femmes qui constituent

respectivement 65% et 55% de la population de la région. Il faut initier davantage de mesures proactives. Pour enrayer l'inversion du processus démocratique actuel, il faut absolument veiller à ce qu'il y ait des partis d'opposition solides et crédibles, préparés à l'exercice du pouvoir. Cela nécessite que les partis politiques soient prêts au dialogue et capables de mobiliser les jeunes et les femmes, sur la base d'organisations démocratiques représentatives, dirigées par des personnes ayant à cœur l'intérêt du pays, qui prennent en compte les différentes composantes de la société. Il a également estimé qu'il fallait adopter une loi réglementant les activités de tous les partis politiques.

M. Gervais Rufyikiri

Selon M. Gervais Rufyikiri, le renforcement de la démocratie en Afrique centrale exige trois conditions politiques fondamentales. En premier lieu, l'indépendance des institutions. Il faut des institutions fortes et indépendantes, dotées de pouvoirs suffisamment larges pour leur permettre de faire face aux tentatives d'abus de pouvoir de politiciens puissants et notamment du chef de l'État. Le problème, a-t-il souligné, provient de la faiblesse des institutions. À titre d'exemple, il a cité le Parlement du Burkina Faso qui n'a pas pu résister aux pressions exercées par Blaise Compaoré pour réviser la Constitution, et la Cour constitutionnelle du Burundi qui a cédé à celles du président Nkurunziza.

La deuxième condition est le respect des principes fondamentaux de bonne gouvernance. Très souvent, on observe un blocage de la transition démocratique dans les pays de la région où des restrictions sévères sont imposées à l'exercice des droits humains et politiques, et où les tensions entre l'État et la société civile sont fréquentes. Les dirigeants de l'opposition sont régulièrement harcelés et torturés, et il n'est pas surprenant que des pays comme le Cameroun, la République centrafricaine, le Gabon, la République du Congo et la RDC restent classés dans la catégorie des pays « non libres » des rapports annuels de Freedom House sur l'état de la liberté dans le monde.

Pour M. Gervais Rufyikiri, la lutte contre la corruption doit être intensifiée. La plupart des pays fragiles et politiquement instables de la région sont aussi les pays les plus corrompus d'Afrique. Au point que beaucoup de chefs d'État, par des moyens frauduleux, sont devenus plus riches que leurs propre pays et qu'ils s'accrochent au pouvoir par crainte de poursuites.

M. Gervais Rufyikiri a terminé son exposé en affirmant que le renforcement des perspectives de gouvernance démocratique, passait par des institutions fortes et efficaces, le respect des droits fondamentaux et l'adoption de mesures fermes pour lutter contre la corruption.

M. Anicet Clément Guiyama

M. Anicet Clément Guiyama a commencé par citer les dialogues similaires qui avaient été organisés depuis 2003 pour résoudre les problèmes de la région d'Afrique centrale – et au cours desquels il avait rencontré beaucoup d'éminents participants présents à cette table ronde. En soulignant la détérioration constante de la situation dans la région, il s'est demandé pourquoi la plupart des nombreuses recommandations qui en étaient sorties n'avaient jamais été appliquées.

Dans son exposé, il est revenu sur les leçons qu'il avait tirées de sa brève expérience en tant que membre de l'équipe de transition chargée d'établir les bases d'un système de gouvernance démocratique en République centrafricaine. Premièrement, la scène politique en Afrique centrale est dominée par des hommes et des femmes qui n'ont aucune expérience politique. Ce ne sont pas non plus des démocrates ; ils ne sont là que pour servir leurs intérêts personnels.

Deuxièmement, pendant un processus de transition, la gestion du pouvoir comporte beaucoup de risques, en particulier lorsqu'elle repose sur des règles antérieures à la crise. Ce qui contribue à rendre les choses plus difficiles est la fragilité des institutions, notamment des forces armées et de sécurité, un manque de financements et des pressions de tous ordres. Troisièmement, le taux élevé d'analphabétisme, les sentiments de frustration de la jeunesse, l'absence de justice, une culture de l'impunité et de violence aggravent la crise et rendent quasiment impossible la participation des citoyens à la planification des perspectives d'avenir. Enfin, un dernier point n'ayant pas contribué à améliorer la situation, est la réticence à accepter le fait que le gouvernement intérimaire soit présidé par une femme.

Selon lui, les mesures susceptibles de faciliter la création d'un environnement favorable sont de trois ordres. Premièrement, la démocratie ne peut être instaurée qu'avec des démocrates. Il est nécessaire d'établir un programme de formation au leadership qui aidera à changer les mentalités et permettra aux citoyens en général, et à la classe politique en particulier, de placer les intérêts de la population et du pays au-dessus de leurs intérêts personnels. Deuxièmement, il est nécessaire de renforcer la conscience et la culture démocratiques à tous les niveaux, en particulier chez les femmes et les jeunes. Pour conclure, M. Anicet Clément Guiyama a fait remarquer que la pauvreté étant souvent la cause profonde de l'instabilité politique, il fallait que la construction démocratique et le développement socioéconomique aillent de pair.

Dr Nestor Bidadanure

Le Dr Nestor Bidadanure a commencé par rappeler que les générations précédentes avaient réussi à se relever de l'esclavage, puis du colonialisme. Quelle est la mission de la génération actuelle, s'est-il interrogé, avant de répondre : « se battre pour la paix ». La démocratie est le seul moyen de parvenir à une paix durable. Or, tous les indicateurs de développement des pays de la région sont au rouge. En dépit de ses richesses, l'Afrique centrale ne connaît pas de situation de paix durable et cela restera en l'état tant que les populations ne pourront jouir pleinement de leurs droits politiques et économiques.

Selon le Dr Bidadanure, le principal ennemi à affronter est l'extrémisme populiste à caractère religieux ou/et ethnique qui alimente aujourd'hui les crises identitaires. On a vu l'émergence de groupes extrémistes religieux dont le seul objectif est d'éliminer tous ceux qui leur sont différents. L'idéologie coloniale du « diviser pour mieux régner » est toujours activement exploitée par les dirigeants actuels. Il faut donc relire avec plus d'attention les documents qui témoignent du combat et de la grandeur de dirigeants exceptionnels comme Patrice Lumumba ou Nelson Mandela pour en tirer les enseignements susceptibles de nous aider à surmonter la crise qui sévit actuellement dans la région et, plus généralement, en Afrique.

Discussions

- La question de l'éducation politique des citoyens et des dirigeants politiques a été largement débattue. Il a été admis qu'un changement des mentalités était nécessaire et que l'un des moyens pour y parvenir passait par des programmes d'éducation civique.
- L'insécurité dans la région est largement due au fait que beaucoup de chefs d'État s'attachent les services d'une garde républicaine, véritable « armée dans l'armée », qui sert leurs intérêts personnels avant ceux de la nation. De l'avis de tous, il est nécessaire de restructurer les armées afin qu'elles puissent intégrer toutes les composantes ethniques du pays et que leur fidélité ne soit pas vouée à un individu, mais à la nation.
- Si la liberté d'expression est, de toute évidence, d'une importance capitale, il convient toutefois de reconnaître que les droits humains sont tous étroitement liés et que la violation de l'un d'eux mène inévitablement à la violation de tous les autres. Le respect de tous les droits humains est donc essentiel à une démocratie durable.
- En raison du rôle joué par les médias dans une démocratie, il est nécessaire que ceux-ci soient accessibles à tous et réglementés de manière à ne pas être contrôlés ou manipulés par le gouvernement ou par les formations politiques de l'opposition.
- Le droit des femmes à accéder au pouvoir, voire à occuper les plus hautes fonctions dans un pays, doit être reconnu et protégé.
- Les crises qu'ont connues récemment certains pays de la région, montrent combien il est important que des institutions clés comme les OGE et le pouvoir judiciaire soient indépendantes.

6. Panel 5 : Les conditions institutionnelles du renforcement de la transition vers la gouvernance démocratique en Afrique centrale

S.E. L'ambassadeur Emile Ognimba : Modérateur

Cette session avait pour facilitateur S.E. l'Ambassadeur Emile Ognimba, secrétaire général adjoint du Groupe des ACP en charge des politiques et du développement. Le premier exposé a été présenté par l'Honorable Edouard Nduwimana, vice-président du Parlement du Burundi. La session s'est poursuivie avec les présentations de Maître Paulette Oyane Ondo, représentante des OSC, M. Calixte Mbari, fonctionnaire principal aux Affaires politiques, DAP de l'Union africaine et M. Frank Kayitare, de International IDEA.

Honorable Edouard Nduwimana

L'Honorable Edouard Nduwimana a commencé par présenter ce qu'il considérait comme les principes fondamentaux de la démocratie. Il a souligné que toute institution devait être en phase avec les besoins et les préoccupations de la population. Et que les élections n'étaient pas forcément le synonyme de démocratie. Les institutions en place doivent être garantes du pluralisme et de la représentativité. Au Burundi, a-t-il déclaré, la Constitution a garanti le principe d'inclusivité en assurant aux femmes et aux minorités un taux minimum de représentation.

Il a également insisté sur la nécessité d'avoir des institutions fortes et une séparation des pouvoirs, notamment, un système judiciaire dont l'indépendance garantit l'efficacité. Afin de renforcer la participation citoyenne à la gouvernance, il faut une décentralisation politique, administrative et fiscale. Beaucoup de problèmes politiques sont dus à une opposition politique faible qui ne comprend pas le rôle qu'elle doit jouer dans la gouvernance. Il a donc proposé de responsabiliser les partis politiques en adoptant des lois qui définissent leur rôle. Il a conclu son exposé en déclarant que les institutions ne devaient pas être personnalisées.

Maitre Paulette Oyane Ondo

Maître Paulette Oyane Ondo a commencé sa présentation en faisant remarquer que quand on aborde le problème des institutions, on doit commencer par parler de la Constitution. Toute Constitution devrait refléter la volonté nationale et la manière dont le peuple a décidé d'être gouverné. Elle devrait contenir les principes fondamentaux qui garantissent que les détenteurs du pouvoir soient soumis au droit plutôt qu'aux règles de l'arbitraire.

Elle a soutenu que la Constitution gabonaise contenait beaucoup de principes universels (souveraineté du peuple, suffrage universel, état de droit, etc..) Malheureusement, pour la plupart, ceux-ci ne sont pas mis en pratique et restent purement ornementaux. À son avis, la constitution gabonaise n'est qu'une façade derrière laquelle le Président de la République exerce un pouvoir sans limite sur les hommes et les institutions. Selon Maître Ondo, les membres du Parlement, en tant que représentants du peuple, sont censés contrôler régulièrement l'action du gouvernement. Mais comme le Parlement est dominé par le parti au pouvoir, il fonctionne plus comme une institution au service de l'exécutif et du chef de l'État que comme un organe de contrôle des abus de pouvoir. Pour que les principes du constitutionnalisme soient réellement appliqués et qu'ils favorisent le progrès vers le respect de l'état de droit et de la démocratie, il est nécessaire de rétablir un équilibre social, politique et institutionnel au sein du système de gouvernance.

Pour restaurer l'équilibre social, tous les citoyens doivent être traités sur un pied d'égalité et non, comme aujourd'hui, en fonction de leurs origines ethniques. Les citoyens doivent tous avoir le droit d'accéder au pouvoir pour que l'alternance politique devienne réalité et que l'équilibre politique soit respecté. S'agissant de l'équilibre institutionnel, Maître Ondo a déclaré qu'il fallait une décentralisation administrative et politique et une stricte séparation des pouvoirs, pour garantir un équilibre des pouvoirs entre les trois corps de l'État. En conclusion, elle a déclaré que le renforcement de la transition vers un système de gouvernance démocratique au Gabon pouvait donner lieu à trois scénarios.

Le premier, peu probable, selon elle, voudrait que les autorités gabonaises décident unilatéralement de transformer, au bout de 55 ans, le système autoritaire actuel en un système démocratique. Le deuxième scénario, tout aussi improbable voudrait que les populations prennent leur destin en main et chassent du pouvoir le régime actuel. Reste le troisième scénario qui fait du dialogue et de la négociation les conditions préalables à la libération politique du pays. Pour Maître Ondo, seul un dialogue ouvert et loyal peut mener à la transition qui permettra au Gabon de s'engager sur la voie de la démocratie.

M. Frank Kayitare

M. Frank Kayitare a mis l'accent sur les conditions préalables dont les partis politiques ont besoin pour renforcer de façon efficace la démocratie en Afrique centrale. Il a commencé par souligner que les partis politiques sont les familles nucléaires des politiciens. Ce sont les partis qui recrutent, forment et placent les parlementaires, les membres de l'exécutif et malheureusement, dans le cas de la sous-région, les technocrates des administrations publiques.

Ces partis sont donc les premiers organes qui devraient contrôler les actions et l'éthique des hommes politiques. Une mission qui implique un certain nombre de conditions minimales :

- Les partis politiques devraient eux-mêmes être intrinsèquement démocratiques. On ne peut s'attendre à ce que des hommes politiques soient démocrates quand ils sont issus de partis non démocratiques. Quand, par exemple, on parle de « présidents à vie » à l'échelle nationale, on oublie que cette tendance commence à l'intérieur même des partis, avec des « chefs de parti à vie ». Si on instaure des processus démocratiques internes transparents et une culture de responsabilisation au niveau des partis, il y a toutes les chances pour que cela se traduise par un respect des normes au niveau de l'État.
- Les partis doivent être fondés sur des programmes, au lieu d'être des « machines électorales ». L'une des principales missions des partis politiques est de rassembler les points de vue, les aspirations et les préoccupations des citoyens dans des propositions politiques viables. L'exécution et le développement de cette mission, à travers un contrôle politique rigoureux, aurait un impact positif sur le processus de démocratisation.
- Dans le même ordre d'idée, nous avons besoin de « partis de proposition » plutôt que de partis d'opposition. Le rôle de l'opposition n'est pas de se contenter d'épingler les échecs du parti au pouvoir, mais de présenter des propositions viables et des politiques réalisables, conformes aux aspirations des citoyens.
- Les partis politiques doivent apporter une valeur ajoutée au débat politique. Quel est l'intérêt d'un parti si sa contribution au débat politique est nulle (voire pire, négative) ? Par exemple, la plupart des pays de la sous-région comptent plus de soixante-dix partis politiques (cinq cents en RDC). Ces partis représentent-ils vraiment autant de programmes politiques ? Il est nécessaire que chaque parti identifie sa ligne politique.
- Concernant la conduite des affaires politiques, il est impératif que les partis comprennent l'importance de la coopération politique, particulièrement en Afrique centrale où le contexte sous régional est marqué par une polarisation sociopolitique. Si la concurrence est saine pour la démocratie, le dialogue entre partis politiques l'est tout autant dans le sens où il garantit un minimum de coopération politique pour résoudre les problèmes complexes auxquels les pays et les citoyens sont confrontés. Les partis peuvent, par exemple, travailler à définir ensemble leurs objectifs communs de démocratisation et de développement, et exposer leurs éventuelles divergences sur la façon d'y parvenir. Au moins, auront-ils une compréhension commune de là où ils veulent mener le pays. Sans cela, chaque parti accèdera au pouvoir « en partant de zéro », au lieu d'avoir une vision claire et partagée qui prend en compte ce qu'on fait ses prédécesseurs.

M. Frank Kayitare a conclu sa présentation en déclarant que, pour assurer la réussite d'un dialogue entre partis, il fallait d'abord que chaque formation politique réalise sa cohésion interne. Le dialogue à l'intérieur des partis est par conséquent aussi important que le dialogue entre les partis.

M. Calixte Mbari

Dans son exposé M. Calixte Mbari a abordé le thème de la gouvernance démocratique, sous l'angle du constitutionnalisme et du respect de l'état de droit qui doivent présider à la réglementation et à la répartition du pouvoir entre les institutions de l'État.

Selon M. Mbari, ces notions de constitutionnalisme et de respect de l'état de droit mettent immédiatement au premier plan trois questions importantes. Premièrement, l'existence d'un cadre normatif basé sur la Constitution. Deuxièmement, l'existence d'institutions publiques chargées de la gouvernance et de l'application de la loi. Troisièmement, les relations de ces institutions entre elles, ainsi que leurs relations avec les citoyens en tant qu'électeurs ayant des droits et des devoirs. Bien que la séparation des pouvoirs soit l'un des éléments clés du constitutionnalisme moderne, dans la réalité, l'exécutif exerce une domination autoritaire sur les autres pouvoirs.

Il a souligné que, bien que tous les pays de la région disposent de Constitutions qui intègrent de nombreux éléments du constitutionnalisme et de l'état de droit, de multiples menaces perdurent. Ces menaces et ces faiblesses se manifestent de plusieurs façons. Par exemple :

- Un pouvoir exécutif dominant, plus intéressé à se maintenir au pouvoir qu'à servir les intérêts de la nation. Ce qui conduit à des réformes constitutionnelles sur la limitation des mandats, à une corruption endémique, au clientélisme et au népotisme
- La marginalisation et le contrôle par les partis dominants du Parlement qui, par voie de conséquence, devient plus un organe de l'exécutif qu'une institution chargée de contrôler l'exécutif
- Le contrôle et la manipulation du système judiciaire par l'exécutif
- La politisation des forces armées et des services de sécurité dont de nombreuses sections sont tribalisées pour servir les intérêts de l'élite politique
- L'affaiblissement des OSC et de divers autres acteurs du secteur privé qui ne peuvent plus remplir efficacement leur mission en raison de ressources financières limitées ou de lois restrictives

En conclusion, M. Mbari a déclaré que pour relancer les progrès démocratiques dans la région, il fallait encourager les pays à ratifier et mettre en œuvre les instruments de l'UA, et promouvoir l'indépendance du système judiciaire et des OGE.

Discussions

- La nécessité de financer les partis politiques a donné lieu à l'examen de différentes options. Il a été reconnu qu'en raison de leur rôle dans la promotion de la démocratie, le financement de tous les partis politiques sérieux devait s'accompagner d'un dispositif transparent, juste et équitable. L'UA et les CER pourraient envisager d'élaborer un mécanisme de financement des partis politiques.

- La question des atteintes aux droits de l'homme dont sont victimes les acteurs du renforcement et de la promotion de la démocratie a également été examinée. Dans de nombreux pays de la région, l'enregistrement des OSC fait l'objet de lois restrictives et, parfois, on observe un blocage arbitraire de leurs comptes bancaires. Dans certains pays, les journalistes ont été emprisonnés ou contraints à l'exil et leurs radios et leurs journaux ont été fermés
- L'organisation régulière de forums de discussion au sein des partis, facilités par l'UA et les CER au niveau national, régional et sous régional, a reçu un accueil positif.
- Il a été estimé que les mouvements populistes radicaux pouvaient être freinés par des politiques plus inclusives.
- Le débat a également porté sur la nécessité d'avoir des institutions fortes, en particulier les OGE et les systèmes judiciaires indépendants.

7. Panel 6 : Les conditions sécuritaires du renforcement de la transition vers la gouvernance démocratique en Afrique centrale

Mme Kalliopi Ango Ela : Modératrice

Mme Kalliopi Ango Ela, directrice de la fondation Paul Ango Ela de géopolitique en Afrique centrale a facilité cette session. Le discours liminaire a été prononcé par le Dr Maurice Enguéléguélé de International IDEA. Des communications ont été faites par le professeur Thérèse Atangana Amougou, de l'université de Yaoundé II ; M. Gabriel Rufyiri, représentant des OSC ; le Dr François Ndengwe, président du Conseil Consultatif Africain ; et M. Nestor Bidadanure, expert en conflits et sécurité.

Dr Maurice Engueleguele : Presentation Liminaire

Le Dr Maurice Enguéléguélé a identifié les risques que font peser les problèmes de sécurité sur le renforcement de la transition vers la gouvernance démocratique dans la région. Notamment les risques liés aux élections démocratiques, à savoir :

1. les risques politiques (liés à la question de l'inclusion politique)
2. les risques juridiques (liés aux institutions qui garantissent la conformité à la loi)
3. les risques institutionnels (liés aux institutions chargées de la gestion des élections et de l'annonce des résultats définitifs)
4. les risques opérationnels et techniques (comme la disponibilité des bulletins de vote et des urnes, le dépouillement des votes et la retransmission des résultats, le vote électronique, etc...)
5. et les risques liés à l'intégrité des élections (le financement des élections, le financement de la campagne électorale, l'intégrité de l'observation et du suivi des élections)

Pour prévenir ces risques, il a proposé les recommandations suivantes :

- L'établissement d'un niveau minimum de sécurité pour tous au niveau national, en particulier pour les groupes vulnérables tels que les femmes et les jeunes
- La conclusion d'accords politiques inclusifs entre les différents partis politiques afin de réduire les risques de violence postélectorale
- L'utilisation d'instruments novateurs de gestion des risques électoraux, tels que l'Outil GRE de IDEA et la salle de gestion des situations de crise d'Open Society (Situation Room) pour surveiller le déroulement du processus, ainsi que l'utilisation de documents d'identité biométriques et une meilleure gestion et analyse du taux de participation
- La professionnalisation des observateurs électoraux
- La constitutionnalisation d'OGE indépendants
- Le recours à la diplomatie préventive
- La nécessité d'une étude approfondie portant sur le financement, la politique et la transition démocratique dans les pays d'Afrique Centrale

Professeur Therese Atangana Amougou

Le professeur Atangana Amougou a commencé son exposé en soulignant qu'elle avait eu des difficultés à associer les impératifs de sécurité et le renforcement de la gouvernance démocratique, tant ces deux notions semblaient a priori diamétralement opposées du fait des connotations péjoratives attachées à la notion de sécurité. Néanmoins, en examinant de près la question, elle a eu le sentiment que le sujet soulevait quatre points : à savoir, la sécurité des institutions publiques, la sécurité de la société civile, la sécurité du processus électoral et la sécurité des personnes et des biens.

Concernant la sécurité des institutions publiques, le professeur Amougou a déclaré que l'interdiction des changements anticonstitutionnels de gouvernement était un élément essentiel dans le renforcement de la gouvernance démocratique. Il s'agit de prévenir les changements constitutionnels qui ne servent pas les intérêts suprêmes du peuple souverain. Sur le plan de la sécurité de la société civile, elle a souligné que cette dernière devait être libre, forte et bien informée sur les questions de la démocratie. Elle a parlé du rôle important qu'avaient joué les organisations de la société civile lors des événements au Burkina Faso et a insisté sur le rôle tout aussi essentiel qu'elles avaient à jouer sur le plan de l'éducation civique et de la sensibilisation des citoyens. Concernant la sécurité du processus électoral, elle a déclaré qu'il fallait veiller à ce que les institutions impliquées dans le processus électoral soient indépendantes et en mesure de surveiller le déroulement des élections. Notamment lors du dépouillement des votes et de la transmission des résultats à l'institution responsable, afin de lui permettre le décompte des bulletins et la proclamation des résultats définitifs.

Enfin, en ce qui concerne le respect de la sécurité des personnes et des biens, l'idée est de s'assurer qu'il n'y ait pas de violence. À cet égard, les groupes vulnérables comme

les femmes et les jeunes doivent être protégés. Elle a souligné que les jeunes sont particulièrement vulnérables aux idéologies extrémistes et au recrutement d'enfants soldats par des groupes armés, du fait de la pauvreté, du chômage, du manque d'accès à l'éducation et des différentes autres formes d'exclusion sociale. Les femmes, a-t-elle souligné, sont également vulnérables à la violence politique exercée par des groupes terroristes armés qui les utilisent comme esclaves sexuelles et comme kamikazes. En conclusion, le professeur Amougoua a déclaré qu'aucun système de gouvernance démocratique durable ne pourrait être mis en place, tant que la situation sécuritaire précaire de la région ne serait pas améliorée.

M. Gabriel Rufyiri

Dans son exposé, M. Gabriel Rufyiri a souligné qu'en Afrique centrale, les régimes sont arrivés au pouvoir de deux manières : soit à la suite d'un coup d'état, d'une rébellion ou d'une guerre, soit à l'issue d'élections. En règle générale, une fois installés, les régimes qui sont nés d'une forme ou l'autre de violence ne favorisent pas la démocratie. Il a estimé qu'il existait dans la région beaucoup de régimes qui ne se souciaient pas de l'avenir de leur pays et qui, parfois, créaient même délibérément l'insécurité intérieure pour se maintenir au pouvoir. Pour résoudre le problème de l'insécurité, il a suggéré qu'on fasse son possible pour mettre un terme à l'impunité de ceux qui commettent des crimes, qu'on mette fin à la politique du « diviser pour mieux régner » et qu'on déploie davantage d'efforts pour que toutes les opinions puissent s'exprimer dans un climat de tolérance.

M. Nestor Bidadanure

Dans son exposé, le Dr Nestro Bidadanure a tenté d'expliquer pourquoi les gens trichaient aux élections. Selon lui, le pouvoir politique est très souvent considéré comme le moyen d'accéder à la richesse et d'échapper ainsi à la pauvreté et à la misère. Ce qui transforme la vie politique en une jungle régie par la loi du plus fort. Pour conquérir le pouvoir politique, les gens sont prêts à utiliser l'appartenance ethnique, la religion et la guerre. Très souvent, la guerre ne se termine pas quand les uns arrivent au pouvoir, car les autres continuent à lutter pour les en déloger.

En citant l'exemple de la RDC – aussi vaste que l'Europe toute entière – il a insisté sur les immenses ressources des pays de la région. Selon lui, c'est la mauvaise gestion de ces ressources qui engendre conflits et guerres. Tant qu'une paix durable ne sera pas établie, la souffrance perdurera et les circonstances ne seront pas réunies pour l'instauration de la démocratie. Il a soulevé le problème des enfants des rues en se demandant pourquoi les ONG de la région n'avaient pas étudié les moyens à mettre en œuvre pour y remédier. Il a cité en exemple le Rwanda, où après le génocide, le gouvernement a dû gérer le problème d'environ un demi-million d'enfants des rues. Un problème qu'il a contribué à résoudre en adoptant une politique de placement dans des institutions et des familles d'accueil.

Dr François Ndengwe

L'intervention de Dr François Ndengwe a porté sur deux points. Le premier point concerne la question de la souveraineté des pays africains. La plupart des élections dans la région sont financées par des acteurs extérieurs. Il s'est demandé comment on pouvait prétendre être souverain quand le financement de ses élections dépend d'acteurs extérieurs ayant leur propre agenda. Deuxièmement, il a souligné la dépendance vis-à-vis de l'aide financière européenne qui accompagne les missions de maintien de la paix en Afrique et le risque croissant d'un nouvel agenda auquel les Africains ne sont pas complètement préparés. Il a fait valoir qu'autrefois, l'Afrique ne connaissait pas le terrorisme à caractère religieux et que tout cela était venu de l'étranger. Il s'est demandé comment il était possible que Boko Haram en arrive à menacer la plus grande économie du continent africain. Et pourquoi l'armée n'était pas capable de régler ce problème.

Les pays africains doivent se préparer à davantage d'attaques. Le défi du renforcement de la démocratie sur le continent est de savoir comment établir un système de gouvernance qui réponde aux besoins et aux préoccupations de la population et favorise l'inclusion et la cohésion sociale. C'est la non prise en compte des besoins de certains groupes sociaux qui les rend vulnérables aux idéologies extrémistes. Pour François Ndengwe, il n'existe pas suffisamment de lois anti-terroristes. En conclusion, il a proposé de chercher les moyens de résoudre les problèmes d'insécurité actuels, en allant puiser dans la culture africaine.

Discussions

- Les institutions panafricaines peuvent-elles se substituer aux institutions extérieures pour régler les conflits électoraux ? Sont-elles suffisamment neutres pour remplir cette mission ?
- Pour renforcer l'obligation de rendre compte et réduire la corruption, il est nécessaire que les salaires des présidents et des ministres soient publiés et connus de tous. La déclaration totale des biens des dirigeants est-elle une question à laquelle répondent beaucoup de Constitutions ?
- L'Afrique doit élaborer une stratégie pour combattre le risque croissant de radicalisation dans la région. Quel peut être l'aide de l'UA et des CER sur ce plan ?
- Il est inexact de dire que le terrorisme et l'extrémisme religieux étaient inconnus en Afrique. Il y a eu les mouvements djihadistes menés par Osman Dan Fadio.
- La démocratie, à travers un système inclusif, est la meilleure façon de lutter contre le radicalisme et l'extrémisme religieux.

8. Panel 7 : Le renforcement de la transition vers la gouvernance démocratique et la transformation socioéconomique en Afrique centrale

S.E. L'ambassadeur Vijay Makhan : Modérateur

Le facilitateur de cette table ronde était l'ambassadeur Vijay Makhan, ancien secrétaire général adjoint de l'OUA et envoyé spécial de l'UA. L'orateur principal était le professeur Adebayo Olukoshi, directeur du programme Afrique et Asie de l'Ouest de International IDEA. Les intervenants étaient M. Lucas Olo Fernandes, expert à Transparency International, en Guinée équatoriale ; le professeur Georges Kobou, expert à l'université de Yaoundé II ; et M. Zacharies Myboto, ancien Ministre et Président de l'Union nationale, République du Gabon.

Professeur Adebayo Olukoshi : Orateur Principal

Le professeur Adebayo Olukoshi a entamé son exposé en revenant sur un point soulevé dans une discussion précédente : pouvons-nous sacrifier la démocratie au profit du développement économique, position qui semble avoir été adoptée par certains pays comme la Chine et Singapour ? Question à laquelle un des participants avait répondu que ce serait comme si l'on demandait à quelqu'un de choisir entre sa mère et son père. Selon le Professeur Olukoshi, la démocratie et le développement économique et social sont complémentaires et se renforcent mutuellement dans une relation dialectique. L'un ne peut aller sans l'autre et l'absence de l'un affecte l'autre. A son avis, le droit au développement socioéconomique et le droit à la démocratie sont indissociables. En d'autres termes, on ne peut pas consolider et développer la démocratie, en l'absence de droits économiques et sociaux, ou en l'absence d'investissements économiques. Le lien entre les deux peut ne pas être linéaire, mais les deux se nourrissent mutuellement.

Il a souligné que les défis du développement économique et social en Afrique centrale sont multiples :

- L'histoire affligeante d'une exploitation coloniale rapace

- Des conditions économiques et sociales précaires qui perdurent depuis la période coloniale
- Malgré ses énormes ressources, la région est la moins performante du continent d'après tous les indices de développement humain
- La pauvreté et l'inégalité dans la région continuent d'augmenter
- La corruption est hors de contrôle dans la plupart des pays

Ce ne sont pas les ressources qui sont la cause du problème, mais la mauvaise gestion de ces ressources. À titre d'exemple, on peut citer la multinationale Glencore qui exploite des minéraux en RDC et réalise chaque année un bénéfice de 50 milliards USD, soit dix fois plus que le PIB de la RDC. Le Gabon, la RDC et le Cameroun sont classés, à l'échelle mondiale, parmi les dix premiers pays qui accusent des pertes de revenus dues à la sous-évaluation de leurs ressources naturelles.

Le professeur Adebayo Olukoshi a soutenu que la possibilité d'établir des systèmes démocratiques dans les années 1990, a coïncidé avec la chute des cours des matières premières ; et le Plan d'action de Lagos qui aurait pu aider à la transition démocratique, a été bloqué par des programmes d'ajustement structurel imposés. Les pays africains ont été contraints de mettre en œuvre la démocratisation pendant une période de récession économique. Autrement dit, ils ont mis toute leur énergie à construire des systèmes démocratiques alors que leur politique économique et fiscale leur était dictée par la communauté internationale, en particulier la Banque mondiale. Ils se sont donc efforcés d'instaurer des systèmes démocratiques en utilisant les fonds alloués par des donateurs.

À son avis, les défis auxquels nous sommes confrontés doivent être abordés de la manière suivante :

- Élaborer une perspective large et globale de la transformation des sociétés en déterminant le but à atteindre, sans se laisser influencer par la doctrine dite de « l'émergence »
- Parvenir à un consensus politique autour de cette perspective
- Reprendre le contrôle de la politique et de l'espace politique
- Comprendre que les politiques les plus durables sont celles qui offrent des avantages socioéconomiques à la population ; les peuples ne se nourrissent pas d'élections ; et cela peut les amener à se lasser de la démocratie
- Définir un nouveau contrat social entre l'État et la société en Afrique centrale

M. Zacharie Myboto

M. Zacharie Myboto a commencé son exposé en soulignant que l'Afrique centrale souffrait d'un déficit de démocratie aigu et multidimensionnel. Il a rappelé que dans les années 1990, on avait nourri l'espoir que le multipartisme sorte la région de l'abîme. Malheureusement, si les élections ont été nombreuses et régulières, elles n'ont jamais

été libres, démocratiques ou transparentes. Les partis au pouvoir, à l'image du Parti Démocratique Gabonais (PDG), au pouvoir depuis 1968, ont profité de l'occasion pour prendre racine. Il a souligné que par deux fois, en 1993 et en 2009, les candidats du PDG se sont imposés au peuple à l'issue d'élections qu'ils avaient perdues. En 2011, le gouvernement est même allé jusqu'à dissoudre illégalement l'Union nationale qui regroupe les principaux partis d'opposition. Après avoir essayé pendant quatre ans d'amener les tribunaux à annuler cette décision, M. Zacharie Myboto a fait savoir que la question avait maintenant été renvoyée devant le président de la Commission de l'UA. En conclusion, il a souligné que la mauvaise gestion économique des présidents de la région avait empêché toute transformation socioéconomique en Afrique centrale.

Professeur Georges Kobou

Le professeur Georges Kobou a axé son propos sur la double dimension matérielle et formelle de la liberté, qu'il a ensuite mise en relation avec la situation socioéconomique dramatique des pays de la région d'Afrique centrale. À son avis, il n'y a eu aucune transformation socioéconomique dans la région. Pour redresser la région, qu'il a comparée à une voiture sans chauffeur, il faudrait libérer les capacités du peuple et transformer l'économie afin qu'elle ne soit plus uniquement basée sur la consommation, mais sur la production.

M. Lucas Olo Fernandes

M. Lucas Olo Fernandes a énuméré certains des défis socioéconomiques de la région : la corruption, la libre circulation des capitaux sans grand retour sur le plan de l'aide au développement, et la mauvaise gestion de l'économie. À son avis, l'intégration économique régionale est une nécessité. La politique en Afrique centrale est devenue un but en soi alors qu'elle devrait être un moyen de réaliser des objectifs et un moyen de permettre aux populations de servir leur pays, voire même la région. Dans la région, beaucoup de dirigeants s'accrochent au pouvoir parce qu'ils ont peur de ce qui peut leur arriver une fois qu'ils ne seront plus en fonction. M. Lucas Olo Fernandes a proposé qu'on prévoie des pensions correctes pour les anciens dirigeants afin de les encourager à quitter volontairement le pouvoir.

En proposant le rapprochement des économies de la région, il a trouvé paradoxal que les deux capitales les plus proches au monde, Brazzaville et Kinshasa, ne soient même pas reliées par un pont. Il a proposé que la CEEAC assure la promotion de la libre circulation entre les États membres. Et a conclu en soulignant que ce sont les populations d'Afrique centrale qui sont les mieux placées pour aborder leurs problèmes.

Discussions

- Comment renforcer la démocratie quand nos moyens de production (ressources naturelles, ports maritimes, banques...) sont détenus et contrôlés par des acteurs étrangers comme les multinationales ? Pour briser cette chaîne de contrôle, il nous faut prendre notre destin en main. Beaucoup de puissances sont déterminées à faire en sorte que l'Afrique ne se développe pas. Au profit de qui ? Tant que nous dépendrons de ces puissances, nous ne pourrons pas venir à bout de nos problèmes.

La solution réside dans plus de démocratie et non l'inverse.

- L'expérience norvégienne qui a consisté, dès le début, à placer les ressources pétrolières sous contrôle national, nous enseigne que nous devons prendre le contrôle de nos ressources.
- Nous n'avons aucun contrôle sur notre politique monétaire parce que nous ne contrôlons ni notre argent, ni notre économie. Il convient de veiller à ce que tout soit placé sous contrôle national.
- Quand l'Afrique se décidera-t-elle à dire qu'elle a été humiliée suffisamment longtemps et qu'elle n'acceptera plus de l'être ? Ce défi est le nôtre et c'est à nous de le relever.
- Des changements interviennent sur l'ensemble du continent, mais ils ne sont pas tous profonds et souvent mal coordonnés. Nous avons besoin de changements profonds qui modifient les systèmes d'exploitation actuels, les structures et les institutions, et permettent aux populations de prendre leur destin en main.
- Depuis leur indépendance, la plupart des pays de la région se sont désindustrialisés à un rythme alarmant. Nous ne pouvons donc pas parler d'une Afrique émergente dans de telles conditions.
- Nous ne créons aucune valeur ajoutée. Dans de nombreux pays, le pétrole a été hypothéqué pendant des années, de telle sorte que nous ne pouvons guère bénéficier des hausses du prix du pétrole, et les générations futures n'auront aucun revenu sur lequel compter. Bien que certains pays, comme le Botswana, aient pris des dispositions pour exploiter et vendre leurs diamants dans le pays, l'argent quitte le territoire national en quelques heures.
- Les pays africains n'ont pas de stratégie clairement définie pour défendre leurs intérêts. En deux ans de crise économique, la Grèce a reçu plus d'aide que l'Afrique en quarante ans.

9. Cérémonie de clôture

S.E. Le Professeur Abdoulaye Bathily : President

La cérémonie de clôture a été présidée par S.E. le Professeur Abdoulaye Bathily, représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en Afrique centrale. Le Professeur Charles Fombad, en tant que rapporteur, a lu les recommandations issues du Dialogue. Le Professeur Adebayo Olukoshi, directeur du programme Afrique et Asie de l'Ouest de International IDEA a prononcé une allocution de clôture. Le discours de clôture final a été prononcé par S.E. le Professeur Abdoulaye Bathily.

Professeur Charles Fombad : Rapporteur

Les recommandations finales sont énoncées au point 10 ci-après.

Professeur Adebayo Olukoshi

Dans son allocution de clôture, le professeur Adebayo a remercié les nombreux participants qui ont accepté de prendre part au Dialogue. Il a remercié en particulier le gouvernement et le peuple Gabonais pour avoir bien voulu accueillir le premier volet d'une série de dialogues qui, espère-t-il, donnera lieu à un événement annuel. Il a remercié son équipe et tous les membres de l'organisation locale. Il a insisté sur la plupart des points qu'il avait soulevés dans son allocution d'ouverture.

S.E. Le Professeur Abdoulaye Bathily : Allocution De Clôture

Dans son discours de clôture, S.E. le professeur Abdoulaye Bathily a avoué qu'il avait ressenti une certaine inquiétude avant le début du dialogue, mais qu'à l'issue des deux jours de réunion, il s'était réjoui de la façon dont les débats s'étaient déroulés.

Il a déclaré avoir récemment présenté au Conseil de sécurité des Nations Unies son rapport trimestriel sur la situation en République centrafricaine. D'un point de vue général, la situation dans la région nourrit beaucoup de pessimisme. Celle qui prévaut au Burundi a occupé la majeure partie des débats. La question des élections prévues dans la région d'ici 2018 a également été soulevée en raison des éventuels conflits que cela pouvait provoquer et les attaques continues perpétrées par Boko Haram ont particulièrement retenu l'attention. Il a été félicité pour la tâche ardue qu'il accomplit dans une région aussi difficile.

Le professeur Bathily a déclaré que les discussions qui venaient de se terminer étaient pour lui une grande source d'optimisme car elles témoignaient d'un sens des responsabilités et d'un engagement profond. Il a exhorté tout le monde au dialogue. Selon lui, les

débats qui se sont déroulés pendant deux jours ont été un modèle de dialogue qui mériterait d'être reproduit dans la région. Il a exprimé son vif contentement de voir l'ancien président et le Vice-président en exercice de l'Assemblée nationale du Burundi assis côte à côte et discuter ensemble. Ce qui lui laisse penser qu'il y a tout lieu d'espérer que cet esprit de dialogue perdure au Burundi et facilite la résolution de la crise qu'il traverse.

D'après lui, les discussions montrent qu'il est nécessaire que la transition vers la gouvernance démocratique s'accompagne d'une transformation réelle et significative du quotidien des habitants de la région. On ne peut pas parler d'une Afrique émergente sans preuves concrètes de changement. Selon lui, ce n'est pas en laissant les multinationales contrôler les ressources du continent que celui-ci va sortir de la crise dans laquelle il se trouve actuellement. L'éducation et les chercheurs africains doivent jouer un rôle plus important.

Il a assuré au professeur Adebayo Olukoshi que l'ONU apporterait son assistance à tout dialogue futur, qu'il soit programmé au Gabon ou ailleurs sur le continent. Il a fait remarquer que IDEA international avait une solide expérience en matière d'intervention en Afrique. Il a donné l'exemple de l'assistance qu'avait apportée IDEA international à la transition au Nigeria, à la fin de la dictature d'Abacha. L'organisation a une bonne tradition d'ouverture, a-t-il insisté. En conclusion, il a remarqué qu'au terme de ces deux journées, chacun avait pu voir combien il était important que les gens se rencontrent et discutent. Et a conclu en disant sa satisfaction d'avoir pris part à ce dialogue.

10. Recommandations

Bien que de nombreux points de vue différents aient été exprimés au cours des débats, la plupart des questions ont généré beaucoup de points de convergence et d'accord. Là où il y avait une absence apparente de consensus, les principes qui ont prévalu sont ceux qui sont contenus dans la Charte africaine de la Démocratie, des Élections et de la Gouvernance, à savoir le cadre obligatoire qui fixe les paramètres du constitutionnalisme, de la bonne gouvernance, du respect de l'état de droit et des droits de l'homme sur le continent.

Les recommandations ont donné lieu à différents sous-thèmes résumés ci-dessous :

Reconnaissance des défis posés à la région d'Afrique centrale

Il a été convenu ce qui suit :

1. Bien que la démocratie soit menacée à l'échelle mondiale, le défi est particulièrement critique en Afrique centrale
2. Tous les indicateurs internationaux et régionaux de mesure de la gouvernance, de l'état de droit, des progrès du constitutionnalisme, de la démocratie, du respect des droits de l'homme et du développement économique montrent que l'Afrique centrale est la région d'Afrique qui a réalisé le moins de progrès
3. Il est donc urgent d'agir de façon décisive sur tous les fronts afin d'inverser la tendance avant qu'il ne soit trop tard
4. Il s'agit d'une responsabilité collective, c'est pourquoi les discussions étaient approfondies, ouvertes, constructives et n'avaient pas pour objet de juger des personnes, des institutions ou des pays
5. La gouvernance démocratique est une condition préalable au développement durable en Afrique centrale. C'est parce que la gouvernance démocratique favorise la transparence, l'obligation de rendre des comptes, l'état de droit, le respect des droits de l'homme, la participation et l'inclusion civiques, conditions nécessaires pour assurer une productivité économique et une distribution équitable, qui réduise les inégalités sociales et renforce la légitimité de l'État. Si la démocratie ne se traduit pas par le développement, à savoir l'emploi, un renforcement du pouvoir économique des citoyens, la fourniture de services sociaux comme la santé ou l'éducation risque d'être réduite à néant

Le rôle des organisations internationales

Reconnaissant le rôle que doivent jouer les organisations internationales pour atténuer le déficit de gouvernance en Afrique centrale, il a été convenu de prendre les mesures suivantes :

1. Les réformes actuelles de la CEEAC devraient être accélérées et il faudrait doter cette CER d'un large mandat et de ressources financières suffisantes pour lui permettre d'être aussi efficace que les CER similaires en Afrique
2. L'UA et les CER devraient élaborer un cadre d'évaluation et de suivi réguliers des processus de gouvernance démocratique dans les différents pays, afin de pouvoir anticiper et prévenir les conflits éventuels en proposant des options de politiques appropriées visant au renforcement de la pratique démocratique
3. Les calendriers électoraux des pays de la région devraient être honorés et l'UA et les CER devraient effectuer une analyse régulière de l'avancée des préparatifs au niveau de chaque pays en vue d'en identifier les lacunes et proposer en conséquence des mesures correctives pour améliorer les perspectives d'élections libres et démocratiques
4. L'UA et les CER devraient procéder régulièrement à une évaluation des besoins des institutions et des organes particulièrement engagés dans la promotion de la démocratie, société civile, commissions parlementaires et OGE , afin d'en renforcer les capacités
5. L'UA et les CER ne devraient reconnaître que les élections qui se conforment à la Charte Africaine de la Démocratie, des Élections et de la Gouvernance, et aux instruments du même type et, au besoin, prévoir des sanctions applicables de façon uniforme en cas de non-respect des normes et principes qu'ils contiennent
6. L'UA et les CER devraient adopter un instrument contraignant qui définisse les droits et devoirs de tous les partis politiques afin de renforcer véritablement le multipartisme et la participation inclusive de tous à la gouvernance. Cela devrait inclure un système de financement public des partis politiques
7. L'UA et les CER devraient adopter des mesures communes visant à permettre aux pays africains de contrôler leurs politiques économiques et leurs ressources naturelles

Le rôle des dirigeants

Considérant le fait qu'à l'échelle du continent, l'Afrique centrale est la région qui compte la majorité des présidents à la longévité record, et vu les risques que cela fait peser sur la démocratie et à la bonne gouvernance, les recommandations ci-dessous s'avèrent nécessaires :

1. l'adoption de règles constitutionnelles garantissant des élections libres et équitables, et réduisant les risques de présidence à vie ou de monarchie présidentielle
2. la définition de règles strictes qui soumettent tous les dirigeants à un examen

régulier et rigoureux et à l'obligation de rendre des comptes, pour résoudre les problèmes de corruption et de détournement de fonds publics

3. la dépolitisation des armées de la région et l'intégration dans les armées nationales de tous les groupes ethniques du pays, le démantèlement des gardes présidentielles spéciales entièrement dévolues au chef de l'État

Renforcement de la participation, de la représentation et de l'inclusivité politiques

Au chapitre de la représentation politique, il a été noté que l'Afrique présente la plus grande hétérogénéité du monde sur le plan ethnique et linguistique. Il a également été observé que, bien que les divers pays de la région disposent d'une myriade de partis d'opposition, leurs membres sont souvent traités comme des ennemis ou des citoyens de second rang dont les points de vue ne sont pas pris en compte. Ce qui a conduit à leur marginalisation et à une tyrannie de la majorité.

Dans de nombreux pays, cela a constitué un terrain fertile pour les mouvements armés. Il est donc nécessaire que les États de la région reconnaissent que l'existence d'une opposition politique est la condition *sine qua non* d'une démocratie libérale pleinement fonctionnelle. Pour reconnaître le rôle de l'opposition politique, la protéger, et permettre aux autres groupes marginalisés d'avoir accès à une plus large participation, il a été convenu ce qui suit :

1. la nécessité d'adopter un instrument juridique qui, dans ses textes, reconnaisse et protège les droits des partis d'opposition, définisse leurs droits et leurs devoirs et s'assure de l'existence, au sein de chaque parti, de l'obligation de rendre des comptes et d'un fonctionnement démocratique interne
2. la nécessité d'adopter un système juste et équitable du financement public de tous les partis politiques
3. l'élaboration d'un cadre juridique qui permet aux partis politiques, en particulier à l'opposition officielle, de participer efficacement au processus législatif afin qu'ils puissent exprimer les points de vue de ceux qu'ils représentent
4. la définition et le développement d'une vision nationale non partisane,
5. l'inclusion dans les Constitutions nationales de dispositions spéciales permettant un plan d'action spécifique portant sur la représentation dans toutes les institutions politiques et administratives, des femmes, des jeunes et des différents autres groupes marginalisés, tels que les personnes handicapées

Des institutions et OGE forts

Il est aujourd'hui globalement reconnu que l'Afrique a besoin d'institutions fortes et pas seulement de dirigeants forts. Le record de bilans électoraux médiocres dans la plupart des États de la région est dû à l'absence de règles de jeu équitables, notamment d'OGE véritablement indépendants. Il a donc été convenu de la nécessité de :

1. disposer de lois électorales justes, unanimement acceptées par les partis politiques à l'issue de dialogues
2. avoir des OGE indépendants de tous les partis politiques, qui soient autonomes et disposent des pleins pouvoirs pour gérer tous les aspects du processus électoral
3. inscrire dans la Constitution les principes fondamentaux de l'indépendance de la Justice afin que les juges puissent prendre des décisions libres de toute influence, intimidation ou manipulation
4. dépolitiser la fonction publique

Promotion du constitutionnalisme et du respect de l'état de droit

Il a été reconnu que le non-respect de la Constitution, notamment par les dirigeants, est l'une des causes les plus graves de la crise que traversent les États d'Afrique centrale. Le fait que les citoyens, voire l'élite politique, ignorent profondément les dispositions constitutionnelles aggrave encore la situation. Pour y remédier, il a été convenu que :

1. tous les citoyens, en particulier les dirigeants politiques, respectent la Constitution, les principes fondamentaux de la bonne gouvernance, les droits de l'homme et l'état de droit
2. en raison des risques auxquels les journalistes sont confrontés dans la région, il est nécessaire de prendre des mesures spéciales pour les protéger
3. tous les citoyens, en particulier les personnalités politiques et la société civile, doivent faire pression sur leurs gouvernements pour les amener à ratifier et transposer tous les traités internationaux qui ont été adoptés par les différents pays pour promouvoir la bonne gouvernance, le respect des droits de l'homme et l'état de droit
4. la société civile et le monde universitaire doivent développer des programmes d'éducation civique et favoriser le développement d'une culture démocratique
5. la lutte contre la corruption doit être intensifiée par les États de la région. Les OSC, l'UA et les CER doivent exercer une pression sur tous les États afin de les amener à ratifier et à transposer la Convention de l'Union africaine sur la Prévention et la Lutte contre la Corruption, ainsi que tous les instruments similaires adoptés par les CER

Renforcement de la décentralisation et de la gouvernance locale

Pour atténuer le sentiment de marginalisation et d'exclusion, il faut renforcer plus concrètement la participation des citoyens à la gouvernance à travers la décentralisation politique, administrative et fiscale. Dans ce cadre, il a été recommandé à tous les États de la région de signer, ratifier et mettre en œuvre la nouvelle Charte africaine des Valeurs et Principes de la Décentralisation, de la Gouvernance locale et du Développement local

qui est un complément naturel à la Charte Africaine de la Démocratie, des Élections et de la Gouvernance.

Transformation socioéconomique

Il est désormais reconnu que quand la nourriture vient à manquer, la démocratie et le droit de vote sont dénués de sens. Il a également été noté que la plupart des entreprises de la région sont détenues par des sociétés nationales et des multinationales étrangères. Les États de la région contrôlent très peu leur politique économique. Il est maintenant généralement admis que démocratie et développement sont inextricablement liés. Pour favoriser la transformation démocratique qui conduira à la gouvernance démocratique durable, il a été recommandé ce qui suit :

1. Les gouvernements de la région devraient prendre des mesures concrètes pour contrôler leur économie et mener des politiques bénéfiques au pays
2. Les gouvernements devraient adopter des politiques qui limitent l'exploitation de la région par des entreprises étrangères et dynamiser la création d'entreprises au plan national

Sujets d'un futur débat politique dans la region

Il existe un certain nombre de questions que les pays de la région pourraient envisager d'aborder lors des débats à venir, aussi bien au niveau national que régional. Quelques-uns de ces points sont les suivants :

1. le chevauchement des institutions sous régionales : les pays doivent-ils concentrer leurs ressources sur la CEEAC pour améliorer leurs performances ou continuer à s'engager auprès des CER qui font plus ou moins doublon comme le COMESA et la SADC ?
2. l'étude complète des méthodes locales de prévention et de résolution des conflits, ainsi que leur capacité à adapter et mettre en pratique le règlement des conflits contemporains
3. la question de la radicalisation, en particulier celle des jeunes, doit être étudiée avec soin à travers une mise en perspective régionale

Note conceptuelle

Introduction

Toutes les analyses récentes sur la gouvernance démocratique en Afrique centrale montrent qu'au cours des cinq dernières années, la région a connu une régression aussi bien qualitative que quantitative. Bien que disposant de ressources naturelles considérables et rassemblant la plus jeune population du continent¹, l'Afrique centrale se retrouve derrière tous les pays du continent sur le plan de la gouvernance démocratique, avec 40,9% (-0,9) pour une moyenne continentale de 50,1% (+0,2), selon l'IIGA de 2015². Les perspectives ne sont pas optimistes, comme en témoignent les crises et les tensions sociopolitiques qui menacent la stabilité et le développement de tous les pays de la région.

IDEA international, dont l'engagement auprès des divers acteurs de la démocratie à travers le monde est très ancien, a organisé un dialogue politique de deux jours pour contribuer à la recherche d'une gouvernance démocratique efficace en Afrique centrale. Ce dialogue, qui a rassemblé pendant deux jours de multiples intervenants, avait pour objectif de réfléchir de manière approfondie à la structure et/ou aux conditions conjoncturelles (politiques, institutionnelles, sociales, etc..) susceptibles de renforcer la transition vers la gouvernance démocratique en Afrique centrale, condition préalable à l'éradication de la pauvreté et au développement durable des pays de la région. Ce faisant, il contribue à l'identification des réformes fondamentales qui doivent, de façon urgente, retenir l'attention des dirigeants politiques. Autant d'éléments qui peuvent par ailleurs s'intégrer au programme des institutions (comme IDEA international) qui visent à promouvoir la démocratie durable dans la région. Le Dialogue offrira également à l'Institut l'occasion de partager avec les participants, les éléments clés de la nouvelle orientation du programme qu'il entend suivre auprès de ses États membres africains (Cabo Verde, Botswana, Maurice, Namibie, Ghana et Afrique du Sud) et des divers autres pays ayant expressément besoin de ses services.

Contexte

Les pays d'Afrique centrale, à l'instar d'autres pays sur le continent, ont connu la vague des transitions démocratiques des années 1990. Cependant, l'enthousiasme populaire, en particulier chez les jeunes, qui a marqué cette période et qui se justifiait par la perspective d'un ordre politique postcolonial caractérisé par la prépondérance des

¹ Voir, 2015 African Economic Outlook, Regional development and spatial inclusion, 25 mai 2015, BAFD, OCDE, PNUD, <http://www.africaneconomicoutlook.org/en/> ; aussi, Africa Pulse, Avril 2015, Vol 11, http://www.worldbank.org/content/dam/Worldbank/document/Africa/Report/Africas-Pulse-brochure_Vol11.pdf

² Voir, <http://www.moibrahimfoundation.org/iiag/downloads/>

systèmes de gouvernance démocratique, a rapidement laissé place à la désillusion et à un profond désespoir. Selon une étude récente, en Afrique centrale, 85% des citoyens ne considèrent pas leur pays comme une démocratie ; 92% rejettent toute forme de régime autoritaire (militaire ou à parti unique) et 80% désespèrent de voir leurs conditions de vie s'améliorer sur le plan sociopolitique et pensent que leur pays connaît un déficit de gouvernance démocratique³. Les symptômes courants de ce déficit démocratique sont, entre autres :

- des élections irrégulières et/ou inéquitables, de forme, de contenu et de qualité différents, qui n'ont pas la qualité requise pour être des instruments d'apaisement
- la mobilisation sectaire, l'intimidation et la violence qui accompagnent les élections dans certains pays et qui deviennent des facteurs de déclenchement de conflits, comme au Burundi ou en RDC
- les faiblesses du constitutionnalisme et de l'état de droit (y compris la persistance des changements anticonstitutionnels de gouvernement, le non-respect des règles constitutionnelles sur la limitation des mandats présidentiels et la résistance du pouvoir au changement politique)
- un leadership peu enclin au changement
- des difficultés dans la gestion de la diversité et de l'inclusion – en particulier en ce qui concerne les jeunes et les populations rurales, généralement sans emploi ou sous-employés
- la faible et médiocre participation politique des femmes et des jeunes (en tant qu'électeurs, candidats et dans les processus de prises de décision)
- le non-respect de l'état de droit et les violations de facto des libertés individuelles
- la persistance de la corruption électorale
- le rétrécissement de l'espace civique (un phénomène encore renforcé par les législations spéciales adoptées pour lutter contre le terrorisme, comme au Cameroun, au Tchad et en Guinée équatoriale)
- la mauvaise qualité des services publics
- la pauvreté et les faiblesses des OGE
- Et, plus important encore, la violence ou les problèmes sociopolitiques dus à la persistance des risques électoraux

³ Voir, Maurice Enguéluélé et al., Mapping of Civil society landscape in the Central and West Africa Region. A rapid desk review, Civicus, Mai 2015.

Relever les défis de la Gouvernance démocratique

Toutes les démocraties du monde sont confrontées, de temps à autre, à des périodes de récession et de malaise social. Mais la robustesse de leurs systèmes et de leurs méthodes se mesure à leur capacité à rester fidèles aux normes et aux valeurs démocratiques pour résoudre les problèmes du moment ou renouveler et renforcer leur régime démocratique. Face aux contraintes structurelles et/ou conjoncturelles que connaissent les pays d'Afrique centrale dans la gestion de leurs systèmes sociopolitiques, le renforcement de la transition démocratique est aujourd'hui une question cruciale en raison du caractère immédiat de son impact sur la vie et le bien-être des populations⁴. Cette question, à brève ou longue échéance, influe également sur la perception de la légitimité des gouvernements et l'efficacité des systèmes démocratiques à produire des résultats durables en termes de développement, de paix et de sécurité dans les pays de la région. Ce triptyque sera certainement réexaminé lors du dialogue politique régional sur le renforcement de la transition vers une gouvernance démocratique, organisé par IDEA international et auquel participeront divers acteurs politiques issus des différents pays qui composent l'Afrique centrale. Les discussions sur le processus de démocratisation porteront inévitablement sur les actions à entreprendre dans la région pour que les défis du développement soient traités en tant partie intégrante du projet démocratique et que le bien-être du citoyen soit au centre de la politique de développement.

Objectifs du Dialogue

Le Dialogue vise à offrir aux participants l'occasion d'une réflexion commune sur le défi du renforcement de la transition vers la gouvernance démocratique en Afrique centrale en vue de :

1. mettre à plat la complexité du problème aux niveaux national et régional
2. évaluer les réponses au problème qui ont été fournies par les gouvernements à ce jour
3. explorer les voies et moyens de renforcer le lien entre la gouvernance démocratique et le développement dans la région
4. réfléchir sur les voies et moyens et les mécanismes par lesquels les pays d'Afrique centrale pourraient promouvoir des démocraties de développement
5. élaborer un programme d'action à l'intention des divers acteurs de la démocratie, incluant les domaines où les dynamiques en jeu demandent des connaissances plus approfondies

⁴ Voir, Michael Bratton et Richard Houessou, Demand for Democracy is Rising in Africa, But Most Political leaders fail to deliver, Policy Paper n° 11, 23 avril 2014.

Participation

Participeront au dialogue : des représentants du gouvernement (exécutif, législatif, administration nationale, provinciale et locale), des partis politiques, des organisations de la société civile et des organisations communautaires, des médias, du monde de l'entreprise et des organisations professionnelles. Ils seront issus des différents pays qui composent la région de l'Afrique centrale. L'équilibre entre les sexes et le mélange des générations permettront un échange de vues et d'expériences ouvert. La participation au dialogue est sur invitation.

Résultats attendus

L'objectif du Dialogue est de contribuer à une meilleure compréhension des raisons, des effets et des conséquences des déficits de la gouvernance démocratique en Afrique centrale. Le partage de connaissances et d'idées sur les spécificités du déficit de la gouvernance démocratique dans chacun des pays de la région permettra une évaluation globale plus nuancée et aidera les participants à définir les bases d'un plan d'actions futures.

Informations

Pour de plus amples informations sur le Dialogue, veuillez contacter M. Alistair Clark, Administrateur de programme, International IDEA, Bureau de la Région Afrique, Addis-Abeba, Éthiopie. E-mail : A.Clark@idea.int

Programme

Premiere Journee

9h30-10h30	<p>CÉRÉMONIE D'OUVERTURE</p> <p>Président : S.E. le Professeur Abdoulaye Bathily, Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en Afrique centrale</p> <p>Allocution de bienvenue Intervenant : Prof. Adebayo Olukoshi, Directeur du Programme Afrique et Asie de l'Ouest, International IDEA</p> <p>Messages de bonne volonté S.E. l'Ambassadeur Hamuli Baudouin, Directeur des Affaires politiques, CEEAC S.E. l'Ambassadeur Vijay Makhan, Invité d'honneur, Ancien Secrétaire général adjoint de l'OUA et Envoyé spécial de l'UA</p> <p>Allocution d'ouverture S.E. le Professeur Abdoulaye Bathily, Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en Afrique centrale</p>
10h30-10h45	Photo de groupe et Pause thé/café
10h45-12h45	<p>PANEL I : Défis de gouvernance démocratique en Afrique centrale : Les défis</p> <p>Modératrice : Mme Madeleine Mukamabano, Expert Orateur principal : S.E. Maître Akere Muna, Commissaire aux Sanctions, BafD</p> <p>Intervenants M. Dieudonné Kombo-Yaya, ancien Ministre et ancien Président de l'Autorité Nationale des Élections, République Centrafricaine Prof. Charles Bowao, Ancien Ministre, République de Congo Brazzaville S.E. Prof. Augustin Loada, Ministre, Burkina Faso, Expert M. Acheikh Ibn Oumar, ancien Ministre et ancien Représentant Spécial de la République du Tchad auprès des NU</p> <p>Discussion avec les participants</p>
12h45-14h00	Pause déjeuner

14h00-16h00	<p>PANEL II : L'impact politique et socioéconomique des déficits de gouvernance démocratique en Afrique centrale</p> <p>Modérateur : Dr Cyrille Zogo Ondo, Expert</p> <p>Orateur principal : Dr François Ekoko, Représentant régional du Bureau des NU pour la Coopération Sud-Sud</p> <p>Intervenants S.E. le Président Sylvestre Ntibantunganya, Ancien Président de la République du Burundi Prof. André Mbatta Mangu, Expert Maître Michika Tshishima Nadine, Secrétaire nationale du MLC en charge du processus électoral et des relations avec les institutions des citoyens, République démocratique du Congo M. Serge Nzeza Maketa, Expert Mme Florence Mukobwajana, Trésorière générale du Parti et membre du Comité exécutif central, Parti Vert Démocratique du Rwanda</p> <p>Discussion avec les participants</p>
16h00-16h15	Pause Thé/Café
16h15-18h15	<p>PANEL III : Comblent les déficits de gouvernance démocratique en Afrique centrale : Options pour les organisations régionales</p> <p>Modérateur : S.E. Mme Marie Madeleine Kalala, Membre des Amis du Groupe des Sages de la Commission de l'Union africaine</p> <p>Orateur principal : Dr Frank Okuthe Oyugui, Directeur Exécutif, LMRCG/CIRGL</p> <p>Intervenants S.E. l'Ambassadeur Hamuli Baudouin, Directeur des Affaires politiques, CEEAC M. Abraham Okoko Esseu, PDG Fondation pour l'Avenir, République de Congo Brazzaville M. Dieudonné Tshiyoyo, Conseiller électoral régional, Centre régional du PNUD à Addis-Abeba Mme Hortense Nguema Okome, Chef du Bureau de Liaison de l'UA à la CEEAC M. François Ndengwe, Président du Conseil Consultatif Africain</p> <p>Discussion avec les participants</p>
19h30-21h30	DINER

Deuxieme Journee

8h45-10h15	<p>PANEL IV : Les conditions politiques de l'approfondissement de la transition vers la gouvernance démocratique en Afrique centrale</p> <p>Modérateur : Prof. Nadine Machikou Ngameni, Expert</p> <p>Orateur principal : Dr François Ndengwe, Président du Conseil Consultatif Africain</p> <p>Intervenants L'Honorable Sénateur Jean Tsomelou, Président du Groupe parlementaire SDF, République du Cameroun M. Gervais Rufyikiri, ancien Vice-président, République du Burundi M. Anicet Clément Guiyama, Ministre Conseiller, Cabinet du Président de la République centrafricaine Dr Nestor Bidadanure, Expert</p> <p>Discussion avec les participants</p>
10h15-10h30	Pause Thé/Café
10h45-12h45	<p>PANEL V: Les conditions institutionnelles de l'approfondissement de la transition vers la gouvernance démocratique en Afrique centrale</p> <p>Modérateur : S.E. l'Ambassadeur Emile Ognimba, Secrétaire général adjoint du Groupe des ACP en charge des politiques et du développement</p> <p>Orateur principal : S.E. le Professeur Abdoulaye Bathily, Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en Afrique centrale</p> <p>Intervenants L'Honorable Edouard Nduwimana, Vice-président du Parlement, République du Burundi Maître Paulette Oyane Ondo, CSO Représentante des OSC M. Frank Kayitare, International IDEA M. Calixte Mbari, Fonctionnaire principal aux Affaires politiques, DAP/CUA</p>
12h45-13h45	Pause déjeuner

13h45-15h45	<p>PANEL VI : Les conditions sécuritaires de l'approfondissement de la transition vers la gouvernance démocratique en Afrique centrale</p> <p>Modérateur : Mme Kalliopi Ango Ela, Directrice Exécutive de la Fondation de Géopolitique en Afrique centrale</p> <p>Orateur principal : Maurice Enguéléguélé, International IDEA</p> <p>Intervenants Prof. Thérèse Atangana Amougou, Expert Dr François Ndengwe, Président du Conseil Consultatif Africain M. Gabriel Rufyiri, Représentant des OSC Dr Nestor Bidadanure, Expert</p> <p>Discussion avec les participants</p>
15h45-16h00	Pause Thé/Café
16h00-18h00	<p>PANEL VII : Approfondissement de la transition vers la gouvernance démocratique et la transformation socioéconomique en Afrique centrale</p> <p>Modérateur : L'Ambassadeur VijayMakhan, ancien Secrétaire général adjoint de l'OUA et Envoyé spécial de l'UA</p> <p>Orateur principal : Prof. Adebayo Olukoshi, Directeur du Programme Afrique et Asie de l'Ouest, International IDEA</p> <p>Intervenants M. Lucas Olo Fernandes, Expert Prof. Georges Kobou, Expert M. Zacharie Myboto, Président de l'Union Nationale, République du Gabon</p> <p>Discussion avec les participants</p>
18h00-18h30	<p>CÉRÉMONIE DE CLÔTURE</p> <p>Président : S.E. le Professeur Abdoulaye Bathily, Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en Afrique centrale</p> <p>Lecture des recommandations : Prof. Charles Fombad, Rapporteur</p> <p>Allocution de clôture : Prof. Adebayo Olukoshi, Directeur du Programme Afrique et Asie de l'Ouest, International IDEA</p> <p>Discours de clôture : S.E. le Professeur Abdoulaye Bathily, Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en Afrique centrale</p>

Participants

Name	Institution	Function
S.E. Ambassadeur Vijay Makhan	Mauritius	Former OAU Secretary General and AU Special Envoy
S.E. Prof. Abdoulaye Bathily	UN	UN/SG Special Representative in Central Africa
Mr. Mbari Calixte	DPA/AUC	Principal Political Officer
S.E. Ambassadeur. Ahmad Allam-Mi	ECCAS	Secretary General
Mr. Jean-Clair Zue OBAME	ECCAS	Expert and Special Advisor on Elections
Mrs. Hortense Nguema	ECCAS	Head of AU Liaison Office to ECCAS
S.E. Maître Akere T. Muna	AfDB/IACC	Sanctions Commissioner and Chairperson of the International Anti-Corruption Conference
Mr. Benjamin Amama	RDPC (Ruling party)	Former Minister of Public Service and Special Envoy
Mr. TSOMELOU	Senator SDF (opposition)	Chairperson of the parliamentary Group
S.E. Prof. Daniel Ona Ona Ondo	Government of the Republic of Gabon	Prime Minister (Only attending the Opening Ceremony)
S.E. M. Alain Claude Billy By Nze	Government of the Republic of Gabon	Minister of Communication
S.E.M. Pacôme Moubelet Boubeya	Government of the Republic of Gabon	Minister of Interior
M. Zachary MYBOTO	National Union (principal party of opposition)	Chairperson
M. Paul Marie Gondjout	National Union	Deputy Executive Secretary in Charge of Elections
Bar. Séraphin NDAOT REMBOGOT	Social Democrat Party (Opposition)/National Council of Democracy	Chairperson/Chairman
Bar. Paulette Oyane Ondo	Representative of CSOs	
M. Dieudonné Kombo-yaya		Former Minister of Foreign Affairs/Former Chairperson of the NEC
S.E. Mme. Léa Koyassoum Doumta	National Council of Transition	Vice President
S.E.M. Anicet Clément Guiyama	Présidence de la République	Ministre conseiller politique à la présidence
Mr. Abraham Okoko Essau	Fondation pour l'Avenir	CEO

Mr. Henri Bouka	National Commission for the Organization of Elections	Chairperson
S.E. M. Sylvestre Ntibantunganya		Former Head of State
S.E. M. Edouard Nduwimana	Parliament	Vice-président
M. Gervais Rufyikiri	opposition	Ancien vice-président de l'Assemblée
M Joseph Djimrangar Danadji	Opposition	Chairperson of a party
S.E.M. Hassan Sylla	Ministère de la Communication et porte-parole du gouvernement	Minister
Mr. BREYE GOULOUA	INEC Tchad	Rapporteur de la Sous-Commission Contrôle et Suivi des Opérations à la CENI du TCHAD
M. Acheikh Ibn Oumar	Opposition	
SM. E. Patrice Emery Trovoada	Government of the Democratic Republic of Sao Tome	Prime Minister Head of Government
Prof. Mathieu Mbenga	Catholic University of Central Africa	Professor
Mr. Serge Nzeza Maketa	Conseil d'Appui au Développement Communautaire (CADEC) Kinshasa/R.D.C	Expert
Mr. Gabriel Rufyiri	OLUCOME	Coordinator
Lucas Olo Fernandes	TI	Regional Coordinator for Central Africa Equatorial Guinea
Mrs Ntangabirori Erica	Campagne pour la Démocratie et les droits de l'Homme	
Prof. Guy Rossatanga- Rignault	UOB	Professor
Prof. Charles Bowao	University of Brazzaville	Professor
Mme. Kalliopi Ango Ela	Foundation for Geopolitic in Central Africa	Executive Director
Dr François Ndengwe	African Advisory Board	Chairman
Dr. Nestor Bidadanure		
Mme. Madeleine Mukamabano	Expert/Facilitator	
Prof. Charles Foambad	UP	Professor
Prof. André Mbatta Mangu	UNISA	Professor
S.E. Ambassadeur Emile Ognimba	ACP Group	Deputy SG

S.E. Prof. Augustin Loada	Ministry of Civil Service of Burkina Faso and Representative of Afrobarometer	Minister
Mrs Marie Madeleine Kalala		Former member of the AU Panel of the Wise
Prof. Alioune Sall	African Future Institute	Executive Director
Mr. Thierry Hot	NotreAfrik	CEO
Mr. Chanda Tirthankar	RFI	Journalist
Mr. Yves Laurent Ngoma	Local Correspondant Libreville/ BBC	Journalist
Mr. Noubert Ouendjin	UNOCA	Communication Officer
Mr Juan Gomez	RFI	Journalist
Prof. Adebayo Olukoshi	Africa and West Asia Region	Director
Mrs Kgothatso Selema Serote	Africa and West Asia Region	SPO
Maurice Enguéléguélé	Africa and West Asia Region	SPO
Alistair Clark	Africa and West Asia Region	PO
Abiyot Dubale	Africa and West Asia Region	Finance And Administration Assistant
Hiwot Ngussu	Africa and West Asia Region	Admin Assistant
Frank Kayitare	GP	PO
Brian Majani	Africa and West Asia Region	Intern
Ms Tsion Admassu	Africa and West Asia Region	Intern
The Resident Representative	OIF	Representative
Prof. Thérèse Atangana Amougou	OIF	Representative
Prof. Nadine Machikou Ngameni	UYII	Chairperson
S.E. M. Bienvenue Okyemi	Ministry of Culture and Arts	Minister
Dr. Paul Simon Handy	ISS South Africa	Chercheur Principal
Prof Georges Kobou	UYII	Professor
Dr François Ekoko	UN Office For South South Cooperation	Regional Representative
Dr Dieudonne Tshiyoyoy	UNDP	Regional Electoral Advisor
Mrs Daisy Bathusy	BDP	Chair of the Womens league

Ms. Darsheenee Raumnauth	DPA/AUC	Consultant
Mr. Marc Naba	DPA/AUC	Consultant
S.E Mme Pearl Nomvume MAGAQA		Ambassador of South Africa
S.E. Mme Mandy SATTHOUD MOUDODI		Honorary Consul of Ghana
S.E. M. Claude AYO IGUENDA		Honorary Consul of Cape Verde
S. E. M. Dominique RENAUX		Ambassador of France
S. E. M. Helmut KULITZ		Ambassador, Head of EU Delegation
S. E. Mme Cynthia Helen AKUETTEH		Ambassador of United States of America
S. E. M. Samuel MVONDO AYOLO		Ambassador of Cameroon
S.E. M. Pierre NZILA		Ambassador of Congo
S.E. M. M. Oswaldo DIAZ		Ambassador of Equatorial Guinea
S.E. M. François LUAMBO SIONGO		Ambassador of DRC
S.E. M. Franck PING		Honorary Consul of Tchad

À propos IDEA international

Qu'est-ce qu'IDEA International ?

L'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA international) est une organisation intergouvernementale dont la mission est de soutenir la démocratie durable dans le monde.

Il a pour objectif de favoriser le renforcement des institutions et processus démocratiques, ainsi qu'une démocratie plus durable, plus efficace et plus légitime.

Que fait IDEA International ?

Le travail de l'institut est organisé aux niveaux mondial, régional et national, et met l'accent sur le citoyen en tant qu'acteur du changement.

IDEA international produit des connaissances comparatives dans ses grands domaines d'expertise : les processus électoraux, l'élaboration de constitutions, la participation et la représentation politiques, et la démocratie et le développement, ainsi qu'en matière de démocratie en relation avec l'égalité des sexes, la diversité, les conflits et la sécurité.

IDEA apporte ces connaissances aux acteurs nationaux et locaux qui œuvrent pour une réforme de la démocratie, et facilite le dialogue en faveur du changement démocratique.

Par son travail, IDEA vise :

- à renforcer la capacité, la légitimité et la crédibilité de la démocratie ;
- une participation plus inclusive et une représentation plus responsable ;
- une coopération démocratique plus efficace et plus légitime.

Où travaille IDEA International ?

IDEA international, dont le siège se trouve à Stockholm, en Suède, travaille dans le monde entier et dispose de bureaux en Afrique et Asie de l'Ouest, Asie-Pacifique et Amérique latine et Caraïbes.

<<http://www.idea.int>>



IDEA international

Strömsborg

SE-103 34 STOCKHOLM

SUEDE

Tél : +46 8 698 37 00, fax : +46 8

20 24 22

Courriel : info@idea.int

site web : www.idea.int